



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 FEVRIER 1906.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 35

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 27 janvier 1906, de nommer MM. Liguori Ouellet et Louis Lemieux, père, conseillers de la municipalité de Saint-Onésime, comté de Kamouraska, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 31 janvier 1906, de nommer M. Joseph Poulin, conseiller de la municipalité de Saint-Benjamin, comté de Dorchester, conformément aux dispositions de l'article 327 du code municipal. 503

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du seizième jour de janvier 1906, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Québec, MM. William Dumont, bourgeois et cultivateur, et Joseph Moïse Labrie, cultivateur, de Saint-Louis de Pintendre, dans le comté de Lévis. 499

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dix-neuvième jour de décembre 1905, pour le canton

### PROVINCE OF QUÉBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3rd FEBRUARY, 1906.

#### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 36

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 27th of January, 1906, to appoint Messrs. Liguori Ouellet and Louis Lemieux, senior, councillors of the municipality of the parish of Saint Onésime, county of Kamouraska, under the provisions of article 327 of the municipal code.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, on the 31st January, 1906, to appoint Mr. Joseph Poulin, councillor of the municipality of Saint Benjamin, county of Dorchester, in compliance of the provisions of article 327 of the municipal code. 504

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth day of January, 1906, to associate to the commission of the peace for the district of Quebec, Messrs. William Dumont, gentleman and farmer, and Joseph Moïse Labrie, farmer, of Saint Louis de Pintendre, in the county of Lévis. 500

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the nineteenth day of December, 1905, for the township of Bagot,

Bagot, dans le comté de Chicoutimi, et de nommer, par commission, en date du vingt-troisième jour de janvier 1906, MM. Juste Dufour, marchand, de Saint-Alexis, Joseph Riverin, forgeron, Pitre Chayer, marchand, Onésime Côté, rentier, Agésilas Lepage, Nérée Simard et Alfred Potvin, marchands, Didyme Bouchard, cultivateur, de Bagotville, et Ernest Boivin, cultivateur, de Saint-Alphonse, dans le comté de Chicoutimi, commissaires de la dite cour. 501

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 30 janvier 1906, de nommer M. François Xavier Leduc, conseiller de la municipalité de Notre-Dame de Grâce-Ouest, comté d'Hoche-laga, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal. 515

### Avis du Gouvernement

La compagnie "The Connell Anthracite Mining Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John Harwood Morehouse, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Québec, 25 janvier 1906. 497

La compagnie "Bagley & Wright Manufacturing Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec, à l'exception du pouvoir de construire des chemins de fer et des pouvoirs suivants, savoir : accorder le droit d'explorer et de miner et autres licences ou privilèges pour telles fins.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Wright, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Québec, 29 janvier 1906. 509

Québec, 15 janvier 1906

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Henri Girard, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Danville, comté de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu François Alexandre Brien, en son vivant, notaire public, demeurant et pratiquant au même endroit, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

285.2

### ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 9 décembre 1905.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le premier jour du mois de février prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le huitième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçue après le quinzième jour du dit mois de février.

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée législative.

4099 2

in the county of Chicoutimi, and to appoint, by commission, dated the twenty third day of January, 1906, Messrs. Juste Dufour, merchant, of Saint Alexis, Joseph Riverin, blacksmith, Pitre Chayer, merchant, Onésime Côté, rentier, Agésilas Lepage, Nérée Simard and Alfred Potvin, merchants, Didyme Bouchard, farmer, of Bagotville, and Ernest Boivin, farmer, of Saint Alphonse, commissioners of the said court. 502

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 30th January, 1906, to appoint Mr. François Xavier Leduc, councillor of the municipality of Notre Dame de Grâce West, county of Hochelaga, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code. 516

### Government Notice

The "Connell Anthracite Mining Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John Harwood Morehouse, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Quebec, 25th January, 1906. 498

The "Bagley & Wright Manufacturing Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec, with the exception of the power to construct railways and of the following powers, viz: grant prospecting and mining and other licenses, rights or privileges for such purposes.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Wright, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Quebec, 29th January, 1906. 510

Quebec, 15th January, 1906.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Henri Girard, esquire, notary public, practising and residing at Danville, county of Richmond, district of Saint Francis, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late François Alexandre Brien, in his lifetime notary public, practising at the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

286

### LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 9th December, 1905.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the first day of the month of February next, that no private bill shall be introduced after the eighth day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the fifteenth day of said month of February.

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

4100

## PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES REGLES DU SÉNAT ET DE  
LA CHAMBRE DES COMMUNES,  
RELATIVES AUX BILLS  
PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoires intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle du temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,  
Greffier du Sénat.

THOS. B. FLINT,

29 Greffier de la Chambre des Communes.

## REGLE SPÉCIALE DU SÉNAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

## ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,  
Greffier du Sénat.

31

EXTRAITS DES RÉGLEMENTS SPÉCIAUX  
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler ces bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation,

## PARLIAMENT OF CANADA.]

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE  
AND HOUSE OF COMMONS, RELATING  
TO PRIVATE BILLS.]

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz: In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the English and French languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notices, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes, will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,  
Clerk of the Senate.

THOS. B. FLINT,

30 Clerk of the House of Commons

## SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

## STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,  
Clerk of the Senate.

32

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE  
HOUSE OF COMMONS

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the

doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifiés indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

#### ORDRE SPÉCIAL DE LA CHAMBRE-DES COMMUNES.

*Résolu.*—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir.

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

33

THOS. B. FLINT,  
Greffier des Communes.

#### EXTRAITS DES RÈGLES ET RÉGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

13. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant

House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to the amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper place and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within or in any way affecting, the district which proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

#### SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

*Resolved.*—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future.

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bills be withdrawn.

34

THOS. B. FLINT,  
Clerk of the Commons.

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line

toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bi privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

37

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoratoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

38

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from

compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance : mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer ses raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours

the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 2350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before

avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, si l'acte d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

39 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative

## Demandes à la Législature

### AVIS.

Messieurs Uldéric Hamel et autres électeurs municipaux de la paroisse de Saint-Pie, dans le comté de Bagot, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill subdivisant la dite paroisse à Saint-Pie en deux pour les fins municipales et scolaires, pour former une nouvelle municipalité sous le nom de L'Espérance. Cette nouvelle municipalité sera composée du rang L'Espérance et de la partie du rang Saint-Ours, comprise dans la paroisse Saint-Pie, et sera bornée au sud et à l'est par la municipalité de Saint-Paul d'Abbotsford, à l'ouest par la municipalité de Saint-Damase, et au nord par le rang de la presqu'île Saint-Pie.

A. GIRARD,  
Procureur des requérants.  
Québec, 23 janvier 1906. 425.2

### AVIS

Demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi remettant en vigueur la charte de la "Quebec & James Bay Railway Company," et étendant le délai pour la construction et la complétion de son chemin de fer et pour autres fins.

L. A. CANNON,  
Procureur des requérants.  
Québec, 8 janvier 1906. 289.3

### AVIS

Avis est par le présent donné que L'Hôpital Protestant pour les Aliénés s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de déterminer comment seront faits les placements de fonds de l'hôpital, pour en étendre l'objet, ratifier les placements déjà faits, et pour autres fins.

SELKIRK CROSS,  
Solliciteur des requérants.  
Montréal, 13 janvier 1906. 287.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

### AVIS PUBLIC

Avis public est donné par MM. Joseph Edouard Wilfrid Lecours, Jos. Contant, Séraphin Lachance, A. D. Quintin, Henri Lanctôt, Joseph Boutin, Alfred Laurence et Edmond Vadeboncoeur, tous pharmaciens, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être constitués en corporation sous le nom de "L'Ecole de Pharmacie de l'Université Laval" à

the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

40 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

## Applications to the Legislature

### NOTICE.

Messrs. Uldéric Hamel and other municipal electors of the parish of Saint Pie, in the county of Bagot, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to obtain a bill subdividing the said parish of Saint Pie into two for municipal and school purposes, to form a new municipality by the name of L'Espérance. This new municipality will be composed of the L'Espérance range and of the part of the Saint Ours range, comprised in the parish of Saint Pie, and will be bounded on the south and on the east by the municipality of Saint Paul d'Abbotsford, on the west by the municipality of Saint Damase, and on the north by the range of the presqu'île Saint Pie.

A. GIRARD,  
Attorney for petitioners.  
Quebec, 23rd January, 1906. 426

### NOTICE

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to revive the charter of the Quebec & James Bay Railway Company, and extend the delay for the construction and completion of its railway and for other purposes.

L. A. CANNON,  
Attorney for applicants.  
Quebec, 8th January, 1906. 290

### NOTICE

Notice is hereby given that the Protestant Hospital for the Insane will apply, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to declare in what investments the funds of the hospital may be placed, to enlarge the scope thereof, and to ratify investments already made, and for other purposes.

SELKIRK CROSS,  
Solicitor for applicants.  
Montreal, 13th January, 1906. 288

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

### PUBLIC NOTICE.

Public notice is given by Messrs. Joseph Edouard Wilfrid Lecours, Jos. Contant, Séraphin Lachance, A. D. Quintin, Henri Lanctôt, Joseph Boutin, Alfred Laurence and Edmond Vadeboncoeur, all druggists, of the city of Montreal, in the district of Montreal, that they will petition the Quebec Legislature, at its next session, to be incorporated under the name of "L'Ecole de Pharmacie de l'Université Laval, at Montreal", with

Montréal, " avec pouvoirs d'enseigner la pharmacie à Montréal, d'acquérir et d'aliéner des biens, de posséder les pouvoirs des corporations en général et de recevoir toute quote-part des biens pouvant provenir du partage ou de la liquidation des biens du collège de pharmacie de Montréal, ainsi que de faire tous les règlements qui seront jugés avantageux ou nécessaires pour la régie et l'administration des biens de la corporation ; pour l'admission des membres de la corporation ; pour la nomination des professeurs et du doyen, pour la confection des programmes d'enseignement, pour la distribution, la subdivision ou l'augmentation des chaires d'enseignement, pour la création et la collation de degrés ou de titres relatifs à l'enseignement de la pharmacie, pour le prix d'admission aux cours, pour la conduite et le maintien des élèves ; pour les examens nécessaires à l'obtention des diplômes et généralement pour le développement et le progrès de la faculté et de l'enseignement de la pharmacie, et que pour la réalisation des fins de la corporation, pourvu que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les dispositions de cette loi, et autres fins.

JOSEPH EDOUARD WILFRID LECOURS,  
JOS. CONTANT,  
SERAPHIN LACHANCE,  
A. D. QUINTIN,  
HENRI LANCTOT,  
JOSEPH BOUTIN,  
ALFRED LAURENCE,  
EDMOND VADEBONCEUR  
Montréal, 5 janvier 1906. 263.3

La compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à son acte d'incorporation, entre autres choses les objets suivants, savoir : autoriser la compagnie à souscrire du stock dans "The Quebec Transport Company" ou autre compagnie de vaisseaux à vapeur faisant des affaires dans le port de Québec ; autoriser la compagnie à garantir le paiement du capital et l'intérêt d'une somme devant être empruntée par "The Lake Saint Joseph Hotel Company" ; si c'est nécessaire, fixer et changer le quorum des porteurs d'obligations ayant le pouvoir d'autoriser l'émission de la somme de £150,000 sterling, balance de nouvelles obligations dites prior lien bonds autorisées par la loi 4 Ed. VII, chapitres 71 et 72, et pour autres fins.

PENTLAND, STUART & BRODIE,  
Soliciteurs de la compagnie.  
Québec, 4 janvier 1906. 69.5

## AVIS.

Application sera faite à la prochaine session de la législature de Québec, pour l'adoption d'un acte amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, lui donnant des pouvoirs plus étendus spécialement au sujet de la création des "Ecoles Ménagères Provinciales".

BEIQUÉ, TURGEON, ROBERTSON  
& BEIQUÉ.  
Montréal, 10 janvier 1906. 201.4

Avis public est par le présent donné qu'une application sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour incorporer "Les filles Antoniennes de Notre-Dame de Bonsecours", comme institution charitable et religieuse.

Montréal, 10 janvier 1906. 221.4

## AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour faire adopter un projet de loi amendant sa charte sur les matières suivantes :

1. Les taxes et les licences, le budget, la liste électorale, les élections, la prescription des taxes,

power to teach pharmacy at Montreal, to acquire and alienate movable and immovable properties, to exercise the powers granted to corporations in general, and more especially, to receive whatever share may be accrued out of the partition or winding up of the Montreal College of Pharmacy, as well as to make all by-laws which may be considered advantageous or necessary for the management and administration of the properties of the corporation ; the admission of members of the corporation ; the appointment of professors and dean of the same, for preparing programmes of instruction, for the distribution, subdivision or increase of chairs of teaching, the creation and conferring of degrees or titles in relation to the teaching of pharmacy, to fix the price of admission to lectures, for the conduct and discipline of the pupils, to establish necessary examinations for the granting of such diplomas, and in general for the proper development and progress of the faculty and teaching of pharmacy, and for the attainment of the purposes of the present corporation, provided such regulations are not incompatible with the provisions of this law, and such other purposes.

JOSEPH EDOUARD WILFRID LECOURS,  
JOS. CONTANT,  
SERAPHIN LACHANCE,  
A. D. QUINTIN,  
HENRI LANCTOT,  
JOSEPH BOUTIN,  
ALFRED LAURENCE,  
EDMOND VADEBONCEUR.  
Montreal, 5th January, 1906. 264

The Quebec and Lake Saint John Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to its act of incorporation, in among other the following respects, viz : to authorize the company to subscribe for stock in the Quebec Transport Company or some other steamship company trading to the port of Quebec ; to authorize the company to guarantee the payment of the capital and interest of a sum to be borrowed by the Lake Saint Joseph Hotel Company ; to declare and, if necessary, vary the quorum of the bondholders empowered to authorize the issue of the sum of £150,000 sterling, balance of the prior lien bonds authorized by the act 4 Ed. VII, chapters 71 and 72, and for other purposes.

PENTLAND, STUART & BRODIE,  
Solicitors for company.  
Quebec, 4th January, 1906. 70

## NOTICE.

At the next session of the Quebec Legislature, application will be made for the passing of an act amending the charter of "L'Association Saint Jean Baptiste de Montréal", granting them more powers especially in connection with the creation of "Les Ecoles Ménagères Provinciales".

BEIQUÉ, TURGEON, ROBERTSON  
& BEIQUÉ.  
Montreal, 10th January, 1906. 202

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislative Assembly of the province of Quebec, at its next session, to incorporate "The Antonian Daughters of Our Lady of Good Help", as a charitable and religious institution.

Montreal, 10th January, 1906. 222

## NOTICE

The city of Montreal gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for the adoption of a bill to amend its charter on the following matters :

1. Taxes and licenses, appropriations, electoral lists, elections, prescription of taxes, hygiene,

l'hygiène, l'annexion des municipalités adjacentes et la question s'y rattachant, la répartition du coût des trottoirs, les expropriations, les recorders et le greffier de la cour du recorder, la taxe des franchises municipales, les compagnies d'assurance, le pouvoir d'emprunt, la construction de caveaux et de voutes à charbon, le droit de forcer les propriétaires dans certains cas à payer pour la pose des tuyaux à l'eau et le droit de forcer les personnes, corporations ou compagnies d'éclairage, après avis, de poser leurs tuyaux dans les rues et voies publiques de la cité, et d'y faire les raccordements d'égouts.

2. Le pouvoir d'obliger les compagnies ou corporations à enlever des rues ou à changer de place, dans certains cas, leurs poteaux, à payer le coût des raccordements souterrains de leurs établissements avec les boîtes d'alarmes, et à mettre au service de la cité, dans leurs conduites souterraines, un compartiment spécial; conduites souterraines et établissement d'un appareil à gaz; le pouvoir de racheter certaines obligations, de définir certaines offenses contre les règlements.

3. L'enlèvement de la neige des trottoirs et l'entretien des rues et des trottoirs, les pavages, le droit de limiter l'application de certains règlements à quelques quartiers, le droit d'emprunter pour faire des travaux permanents, pour acheter l'île Sainte-Hélène, pour les expropriations et pour l'établissement de boulevards et de parcs publics.

L. O. DAVID,

Greffier de la cité.  
4363.7

Montréal, 19 décembre 1905.

La succession de feu Félix Décarie, en son vivant cultivateur, du village de Notre-Dame de Grâce Ouest, district de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant les héritiers de la dite succession à partager immédiatement entre eux les biens qui en dépendent, et pour d'autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DÉCARY,

Avocat des requérants.

Montréal, 9 janvier 1906.

229 4

#### AVIS.

La commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir: 1° l'autorisation d'emprunter, pour la construction ou l'acquisition de cinq nouvelles écoles, la somme de \$250,000, amendement en conséquence les lois 54 Victoria, chapitre 53 et 5 Edouard VII, chapitre 90; 2° une augmentation de la taxe scolaire de 25 cents à 40 cents par cent piastres, amendement en conséquence les lois 32 Victoria, chapitre 16; 34 Victoria, chapitre 12; 36 Victoria, chapitre 33; 55-56 Victoria, chapitre 61, et 4 Edouard VII, chapitre 50.

E. BRASSARD,

217.4

Procureur.

Avis public est par le présent donné que la corporation municipale du village du Boulevard Saint-Paul s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi:

1° Autorisant la dite municipalité à organiser et construire un système d'égouts dans les limites de la municipalité et en prélever le coût sur les propriétaires d'immeubles, bénéficiés ou autres;

2° Modifiant la loi actuelle, en autant que le dit village est concerné, quant au mode d'approbation ou de désapprobation par les électeurs du ou des règlements qui seront passés à ce sujet;

3° Accordant à la dite municipalité tous les autres pouvoirs nécessaires à l'exécution de la dite entreprise.

EMARD & EMARD,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 30 décembre 1905.

15 5

annexation of adjoining municipalities and matters connected therewith, apportionment of the cost of sidewalks, expropriations, the recorders and the clerk of the Recorder's Court, levying of taxes on municipal franchises, insurance companies, borrowing powers, construction of cisterns and coal vaults, power to compel proprietors in certain cases to pay the cost of laying water pipes and powers to compel persons, corporations or companies supplying light, after notice, to lay mains in the streets and thoroughfares of the city and to make sewer connections.

2. Power to compel companies or corporations to remove their poles from the streets or to change the location thereof, in certain cases, to pay the cost of laying underground wires connecting their establishments with alarm boxes, and to reserve for the use of the city, in their underground conduits, a special duct; underground conduits and establishment of a gas plant; power to redeem certain stock, to define certain offences against by-laws.

3. Removal of snow from sidewalks and keeping the streets and sidewalks in good order, pavings, power to limit the application of certain by-laws to one or more wards, power to raise loans for permanent works, for the purpose of acquiring Saint Helen's Island, for expropriations and for the establishment of boulevards and public parks.

L. O. DAVID,

City clerk.  
4364

Montreal, 19th December, 1905.

The estate of the late Félix Décarie, in his lifetime, farmer, of the village of Notre-Dame de Grâce Ouest, district of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, for an act authorizing the heirs of said estate to immediately divide amongst them the properties depending thereof, and also for other purposes therewith connected.

ALPHONSE DECARY,

Attorney for the petitioners.

Montreal, 9th January, 1906.

230

#### NOTICE.

The board of catholic schools of Montreal shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain: 1. the authorization to borrow, for the construction or acquisition of five new schools, the sum of \$250,000, amending in consequence the acts 54 Victoria, chapter 53 and 5 Edward VII, chapter 90; 2. an increase of the school tax from 25 cents to 40 cents per hundred dollars, amending in consequence the acts 32 Victoria, chapter 16; 34 Victoria, chapter 12; 36 Victoria, chapter 33; 55-56 Victoria, chapter 61, and 4 Edward VII, chapter 50.

E. BRASSARD,

218

Attorney.

Public notice is hereby given that the municipal corporation of the village of Boulevard Saint Paul will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act:

1. Authorizing the said corporation to build a system of sewers in the limits of the municipality and to levy the costs of same on the proprietors of immovables, benefited or others;

2. Modifying the existing law as regards the said village, as to the mode of approval or disapproval by the electors of the by-law or by-laws which may be passed therefore;

3. Granting to said municipality all other necessary powers to carry out the said enterprise.

EMARD & EMARD,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 30th December, 1905.

16

Avis public est par les présentes donné que M. Joseph Dion, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour faire expliquer une clause de donation dans son contrat de mariage avec Marguerite Filion, passé le 9 août 1880, et pourvoir d'une manière pratique à l'application de la dite clause.

THIBAUDEAU RINFRET,

Avocat du requérant.

Saint-Jérôme, 30 décembre 1905. 101-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Geo. Elie Amyot, Louis Joseph Adjutor Amyot, Horatio Euclide Joseph Amyot, tous trois de Notre-Dame de Québec, Adélarde Bertrand et Jean Louis Morency, ces deux derniers de la cité de Québec, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous le nom de "The-Canada Paper Box Co." Le but de la corporation est de fabriquer des boîtes, et elle demandera à la législature tous les pouvoirs nécessaires à cette fin et ceux généralement accordés aux corporations de ce genre.

L. A. CANNON,

Procureur des requérants.

Québec 29 décembre 1905. 7-5

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Geo. Elie Amyot, de Notre-Dame-de-Québec, Louis Joseph Adjutor Amyot, de Notre-Dame-de-Québec, Adélarde Bertrand, Jean Louis Morency et Joseph Anatole Chiquette, ces trois derniers de la cité de Québec, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous le nom de "The Dominion Corset Company" Le but de la dite corporation est de fabriquer des corsets, et elle demandera à la législature tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, et ceux généralement accordés aux corporations de ce genre.

L. A. CANNON,

Procureur des requérants

Québec, 29 décembre 1905. 5-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à la charte de la ville d'Outremont, 58 Victoria, chapitre 55, telle qu'amendée par 63 Victoria, chapitre 55, et par 4 Édouard VII, chapitre 58, plus spécialement en vue :

1° Obtenir une législation spéciale concernant les élections du maire et des conseillers.

2° Modifier la présente législation concernant la prescription des taxes, les expropriations et les préparations et homologations d'un plan général de la ville et la mise en force et effet d'iceux.

3° Obtenir la ratification du règlement No 72 et le pouvoir d'accorder des franchises exclusives.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Solliciteurs de la ville d'Outremont.

Montréal, 3 janvier 1906. 51-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les actes concernant la Compagnie de Chemin de fer Québec Central et pour augmenter les pouvoirs de la dite compagnie et autoriser :

1° Le détournement et la reconstruction de la présente ligne de Beauce Station sur le chemin de fer Québec Central à Beauceville, sur la dite ligne connue comme l'Extension de la Chaudière.

2° Ensuite construire de Beauceville jusqu'à la rivière Famine, une distance d'environ neuf milles.

3° Ensuite suivre la rivière Famine jusqu'à son partage des eaux, près du village de Langeville, et de là suivant le partage des eaux de la rivière Saint-

Public notice is hereby given that Mr. Joseph Dion, farmer, of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, will apply to the Legislature, at its next session, to a gift in his marriage contract with Marguerite Filion, passed on 9th August, 1880, and to provide in a practical way to the application of the said covenant.

THIBAUDEAU RINFRET,

Advocate for said petitioner

Saint Jérôme, 30th December, 1905. 102

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Geo. Elie Amyot, Louis Joseph Adjutor Amyot, Horatio Euclide Joseph Amyot, all of Notre Dame de Québec, Adélarde Bertrand and Jean Louis Morency, both of Québec, for an act to incorporate them under the name of "The Canada Paper Box Company". The object of the said corporation is to manufacture boxes, and the petitioners will apply to the Legislature to obtain all the powers necessary to that effect, and those generally granted to similar corporations.

L. A. CANNON,

Attorney for petitioners.

Quebec, 29th December, 1905. 8

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by Geo. Elie Amyot, of Notre Dame de Québec, Louis Joseph Adjutor Amyot, of Notre Dame de Québec, Adélarde Bertrand, Jean Louis Morency and Joseph Anatole Chiquette, the three latter of the city of Québec, for an act to incorporate them under the name of The Dominion Corset Company. The object of the said corporation is to manufacture corsets, and the petitioners will apply to the Legislature to obtain all the powers necessary to that effect, and those generally granted to similar corporations.

L. A. CANNON,

Attorney for petitioners.

Quebec, 29th December, 1905. 6

Province of Québec, }  
District of Montreal. }

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for amendments to the charter of the town of Outremont, 58 Victoria, chapter 55, as amended by 63 Victoria, chapter 55, and by 4 Edward VII, chapter 58, more specially with a view of :

1. Obtaining a special legislation respecting the elections of mayor and councillors ;

2. Modifying the present legislation concerning the prescription of taxes, expropriations and the preparation and homologation of a general plan of the town and the force and effect thereof.

3. Obtaining the ratification of by-law No. 72 and the power to grant exclusive franchises.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Solicitors for the town of Outremont.

Montreal, 3rd January, 1906. 52

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend the acts relating to the Québec Central Railway Company and to extend the powers of such company and to authorize :

1. The diversion and rebuilding of the present line from Beauce Station on the Québec Central railway to Beauceville, on the said line known as the Chaudière Extension.

2. Thence to build from Beauceville to the river Famine, a distance of about nine miles.

3. Thence to follow the river Famine to its watershed, near the village of Langeville, and thence following the water shed of the river Saint John up

Jean jusqu'à ou près d'un point sur le chemin Témiscouata, ou près de la station Cabano, avec pouvoir de faire connexion avec le dit chemin de fer Témiscouata. Telle ligne d'embranchement devant être connue comme Québec Central Chaudière Extension.

4° Emettre de temps en temps des bons, débetures ou stock de débeture constituant une première charge sur les lignes d'embranchement et leurs appartenances, ou de pourvoir à ce que les bons, débetures et stock de débeture existants et futurs soient une charge sur toute la ligne et ses embranchements et les appartenances d'iceux.

5° Autoriser les directeurs d'agir selon qu'ils jugeront à propos pour la vente ou autrement, avec les actions du fonds social de la dite compagnie, déclarées lui appartenir par jugement de la cour supérieure, à Québec, le quatorzième jour de mars 1903, et pour autres fins.

W. & A. H. COOK,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 30 novembre 1905. 4051

#### AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Lotbinière Lumber Company", compagnie incorporée, ayant son principal bureau d'affaires à Lyster, P. Q., s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour passer une loi afin de ratifier et confirmer à toutes fins un certain acte de vente par E. W. Tobin et F. N. McCrea, à "The Lotbinière Lumber Company", exécuté devant E. H. Bégin, N. P., à Windsor Mills, le 1er août 1902, transportant les propriétés connues comme étant la seigneurie Saint-Jean Deschailions, dans le comté Lotbinière, et afin d'en déclarer cette compagnie seule propriétaire, et pour autres fins.

W. & A. H. COOK,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 15 janvier 1906. 393.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The McGill College and University" pour une loi afin de définir les relations entre l'Université et Collèges situés en dehors de la province de Québec.

W. VAUGHAN,  
Secrétaire.  
Montréal, 8 janvier 1906. 153.4

#### Avis Divers

Avis est par le présent donné que l'assemblée biennale des actionnaires de la compagnie du pont Richelieu sera tenue à la Townsend Memorial Hall, dans Clarenceville, mardi, le 13e jour du mois de février 1906, à une heure P. M., pour l'élection des directeurs et autres affaires.

C. N. BURWORT,  
Secrétaire-trésorier.  
Clarenceville, 27 janvier 1906. 495

Province de Québec,  
District de Saint-Hyacinthe, }  
Comté de Rouville. } *Cour Supérieure.*  
No. 19.

Dame Angéline Bessette, de Richelieu, dit district, épouse commune en biens de Charles Choquette, du même lieu, marchand, judiciairement autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs  
Le dit Charles Choquette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.  
L. P. FOURNIER,  
Procureur de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 27 janvier 1906. 519

to or near a point on the Temiscouata railway, or near Cabano Station, with power to make connection with the said Temiscouata railway. Such branch line to be known as the Quebec Central Chaudière Extension.

4. To issue from time to time bonds, debentures or debenture stock constituting a first charge upon the branch lines and their appurtenances or to provide that existing and future bonds, debentures and debenture stock be a charge upon the whole line and its branches and the appurtenances thereof.

5. To empower the directors to deal as they think proper, by sale or otherwise, with the shares in the capital stock of the said company, declared to belong thereto by the judgment of the superior court, at Quebec, of the fourteenth day of March, 1903, and for other purposes.

W. & A. H. COOK,  
Attorneys for applicants.  
Quebec, 30th November, 1905. 4052

#### NOTICE.

Notice is hereby given that The Lotbinière Lumber Company, a body corporate, having its principal place of business at Lyster, P. Q., will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify and confirm for all purposes a certain deed of sale by E. W. Tobin and F. N. McCrea, to The Lotbinière Lumber Company, passed before E. H. Bégin, N. P., at Windsor Mills, on first day of August, 1902, conveying the properties known as the seigniorie of Saint Jean Deschailions, in the county of Lotbinière, and to declaring the said company sole proprietor thereof, and for other purposes.

W. & A. H. COOK,  
Attorneys for petitioners.  
Quebec, 15th January, 1906. 394

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, on behalf of McGill College and University for an act to define the relations between the University and Colleges situate outside the province of Quebec.

W. VAUGHAN,  
Secretary.  
Montreal, 8th January, 1906. 154

#### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the biennial meeting of the shareholders of the Richelieu Bridge Company will be held at the Townsend Memorial Hall, Clarenceville, on Tuesday, the 13th day of February, 1906, at one o'clock P. M., for the election of directors and other business.

C. N. BURWORT,  
Secretary treasurer.  
Clarenceville, 27th January, 1906. 496

Province of Quebec,  
District of Saint Hyacinth, }  
County of Rouville. } *Superior Court.*  
No. 19.

Dame Angéline Bessette, of Richelieu, said district, wife common as to property of Charles Choquette, of the same place, merchant, judicially authorized to ester en justice. Plaintiff ;

vs  
The said Charles Choquette, Defendant.  
An action for separation as to property was, this day, instituted by plaintiff against defendant.  
L. P. FOURNIER,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Hyacinth, 27th January, 1906. 520

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure*  
No. 3838.

Dame Emma Parent, de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Médéric Sansregret, manufacturier, du même lieu, a, ce jour, intenté contre son mari une action en séparation de biens.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs de la demanderesse.  
Joliette, 20 janvier 1906. 423.2

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

Dame Eliza Cadioux, du village de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Léon Marier, boulanger, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Léon Marier, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de janvier 1906.

PREVOST & RINFRET,

Procureurs de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 11 janvier 1906. 269.3

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No. 281.

Dame Nellie May Elizabeth Saultry, épouse de William B. Ferrel, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 10 janvier 1906. 299.3

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*  
No. 2.

Arthur Maher, ci-devant marchand, de la paroisse de Saint-Simon, dit district, et maintenant absent en lieux inconnus, a été, ce jour, poursuivi en séparation de corps et de biens par son épouse, Dame Arsélie Jalbert, du dit lieu de Saint-Simon, dûment autorisée.

LUSSIER, GENDRON & ROY,

Avocats de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 2 janvier 1906. 223-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 398.

Dame Aurélie Beauchamp, épouse de Napoléon Rochon, entrepreneur, de la cité de Montréal, a intenté, aujourd'hui, une action en séparation de biens contre son mari.

DUPUIS & SÉNÉCAL,

Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 8 janvier 1906. 193-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 3115.

Dame Délia Poirier, épouse commune en biens de Benjamin Cantin, menuisier, des cités et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURAULEAU,

Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 8 janvier 1906. 245.4

Avis est donné que Dame Agnès Faubert, de Montréal, épouse de Joseph J. Saint-Jean, commis, de Montréal, poursuit, ce jour, son dit mari, en séparation de biens, J. O. Lantier, avocat de la demanderesse, Montréal, 13 janvier, 1906. 389.3

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *superior Court.*  
No. 3838.

Dame Emma Parent, of the parish of Saint-Paul, in the district of Joliette, wife common as to property of Médéric Sansregret, manufacturer, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

TELLIER & LADOUCEUR,

Attorneys for plaintiff.  
Joliette, 20th January, 1906. 424

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 281.

Dame Nellie May Elizabeth Saultry, wife of William B. Ferrel, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 10th January, 1906. 300

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 2543.

Dame Délima Gauthier, of the city and district of Montreal, wife of Joseph M. Leroux, contractor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph M. Leroux, of the same place, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted on this day.

JULIEN & BERARD,

Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 26th December, 1905. 4456

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*  
No. 2.

Arthur Maher, heretofore merchant, of the parish of Saint Simon, said district, and now of parts unknown, has been sued, to-day, for separation from bed and board and as to property by his wife, Dame Arsélie Jalbert, of the said place of Saint Simon, duly authorized.

LUSSIER, GENDRON & ROY,

Attorneys for plaintiff.  
Saint Hyacinth, 2nd January, 1906. 224

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 398.

Dame Amélie Beauchamp, wife of Napoléon Rochon, contractor, of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

DUPUIS & SÉNÉCAL,

Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 8th January, 1906. 194

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3115.

Délie Poirier, wife common as to property of Benjamin Cantin, joiner, of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURAULEAU,

Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 8th January, 1906. 246

Notice is given that Dame Agnès Faubert, of Montreal, wife of Joseph J. Saint Jean, clerk, of Montreal, sued, this day, her said husband, in separation as to property. J. O. Lantier, attorney for plaintiff, Montreal, 13th January, 1906. 390

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1584.

Dame Annie Greenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Bazaar, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Samuel Bazaar, des cité et district de Montréal, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

HENRY WEINFELD,  
 Procureur de la demanderesse.

Montréal, 24 janvier 1906. 481.2

## AVIS PUBLIC.

DANS LA COUR DE L'ÉCHIQUIER DU CANADA.

Le Ministre des Chemins de Fer et Canaux pour la Puissance du Canada, Demandeur ;

et

"The Quebec Southern Railway Company" et "The South Shore Railway Company", Défendeurs.

Avis public est par les présentes donné que toute personne ayant quelques réclamations contre les compagnies de chemins de fer ci-dessus mentionnées, ou leurs propriétés, ou aucune d'elles, vendues en vertu d'un ordre de cette cour, est requise de produire sa réclamation le ou avant le premier jour de mars 1906, entre les mains du registraire de la Cour de l'Echiquier du Canada, à Ottawa, province d'Ontario.

On pourra se procurer des blancs de l'affidavit requis au soutien de telle réclamation, en s'adressant au soussigné, ou au sequestre, G. C. Dessaulles, écr., 26, rue Saint-Sacrement, Montréal, P. Q.

Daté, à Ottawa, ce 4me jour de janvier 1906.

L. A. AUDETTE,  
 Régistraire, Cour de l'Echiquier,  
 Ottawa, Canada.

129-4

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra par e. can public, mercredi, le vingt et unième (21e) jour de février 1906, dans la bâtisse connue sous le numéro 46, rue Craig Ouest, ou anciennement connue sous le numéro 562, rue Craig, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois ; et sur le produit de la dite vente, la compagnie retiendra tels taux et charges raisonnables pour l'emmagasinage, les annonces et la vente de ces marchandises et effets et le surplus du produit de la dite vente, s'il en reste, sera retenu par la compagnie pendant une période de trois mois, pour être remis à quiconque aura droit.

La Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique,

Par W. G. ANNABLE,  
 Agent général du bagage.

Montréal, 2 janvier 1906. 47.5

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Québec, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Charles Horace Bélanger, hôtelier, de Québec, Insolvable.

Avis est donné que le vingt-sixième jour du mois de janvier, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Charles Horace Bélanger, hôtelier, de Québec, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Province of Quebec, }  
 District of Montréal. } *Superior Court.*  
 No. 1534.

Dame Annie Greenberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Bazaar, of the same place, merchant, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Samuel Bazaar, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HENRY WEINFELD,  
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 24th January, 1906. 482

## PUBLIC NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

Between : The Minister of Railways and Canals for the Dominion of Canada, Plaintiff ;

and

The Quebec Southern Railway Company, and the South Shore Railway Company, Defendants.

Public notice is hereby given that any person having any claim against the above mentioned railway companies, or their property, or either of them, sold under an order of this court, is required to file his claim on or before the first day of March, A. D. 1906, with the registrar of the Exchequer Court of Canada, at Ottawa, province of Ontario.

Form of the affidavit required in support of such claim can be obtained upon application to the undersigned, or to the receiver, G. C. Dessaulles, esq., 26, Saint Sacrament street, Montreal, P. Q.

Dated at Ottawa, this 4th day of January, A. D. 1906.

L. A. AUDETTE,  
 Registrar Exchequer Court,  
 Ottawa, Canada.

130

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Wednesday, the twenty first day of February, 1906, in the building known as No. 46, Craig street West or previously known as No. 562, Craig street, at ten o'clock A. M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve (12) months ; and that the company out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a period of three (3) months to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,

Per W. G. ANNABLE,  
 General baggage agent.

Montreal, 2nd January, 1906. 48

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Québec, } *Superior Court.*

In the matter of Charles Horace Bélanger, hotel-keeper, of Québec, Insolvent.

Notice is given that on the twenty sixth day of the month of January, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Charles Horace Bélanger, hotelkeeper, who has made an assignment of his estate, for the benefit of his creditors.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cette avis.

CHARLES J. BAILLARGEON, N. P.,  
Curateur.  
125, rue Saint-Pierre, Québec. 513

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Chas. Choquette, } Failli.  
Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Madore, le 18<sup>ème</sup> jour de janvier 1906.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau (s'ils ne l'ont pas encore fait), No 15, rue Saint-Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,  
Curateur.  
Montréal, 25 janvier 1906. 511

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
*In re* P. Edouard Beaudry, agent d'immeubles, des cité et district de Montréal, faisant affaires à Saint-Jean, district d'Iberville, sous le nom et la raison sociale de "Pouvoirs Hydrauliques de Saint-Césaire," } Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le dis insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district d'Iberville, à Saint-Jean.

J. M. MARCOTTE,  
Gardien provisoire.  
Saint-Jean, 25 janvier 1906. 491

#### AVIS DE FAILLITE.

Dans l'affaire de A. F. Bury Austin, Failli.  
Avis est par le présent donné que par jugement rendu par la cour supérieure, Montréal, le 26<sup>ème</sup> jour de janvier 1906, je, soussigné, Arthur K. Fisk, comptable licencié, de la cité de Montréal, ai été nommé curateur dans la susdite affaire.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les susdits biens sont par le présent notifiés de les produire, conformément à la loi, dans mon bureau, sous trente jours de la date de cet avis.

A. K. FISK,  
Curateur.  
Bureau de Savage & Fisk,  
Comptables licenciés,  
Sovereign Bank Bldg, Montréal. 505

#### Règle de Cour

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No 998

Sherbrooke, le 19<sup>ème</sup> jour de janvier 1906.  
Présent : Sa Seigneurie F. X. Lemieux, J. C. S.  
Alexis Gilbert dit Comptois, journalier, du canton de Barford, district de Saint-François,  
Demandeur ;

vs

Josephine Gilbert dit Comptois, de la cité de Sherbrooke, veuve de feu François Godbout, en son vivant de la dite cité ; Adèle Gilbert dit Comptois, de la cité de Lowell, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, veuve de feu Joseph Tallier, en son vivant de la dite cité de Lowell ; William Gilbert dit Comptois et Joseph Gilbert dit Comptois, tous deux du canton d'Ascot, district de Saint-François ; Frank Gilbert dit Comptois, Remi Gilbert dit Comptois, Philippe Gilbert dit Comptois, Céline Gilbert dit Comptois et Léonore Gilbert dit Comptois, ces huit défen-

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

CHARLES J. BAILLARGEON, N. P.,  
Curator.  
125, Saint Peter street, Québec. 514

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
*In re* Chas. Choquette, } Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, has been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Madore, on the 18th day of January, 1906.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, (if they have not already done so), No 15, Saint James street, Montreal, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,  
Curator.  
Montreal, 25th January, 1906. 512

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } *Superior Court.*  
*In re* P. Edouard Beaudry, real estate agent, of the city and district of Montreal, doing business at Saint Johns, district of Iberville, under the name and firm of "Pouvoirs hydrauliques de Saint-Césaire," } Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the protonotary's office of the district of Iberville, at Saint Johns.

J. M. MARCOTTE,  
Provisional guardian,  
Saint Johns, 25th January, 1906. 492

#### INSOLVENT NOTICE.

In the matter of A. F. Bury Austin, Insolvent.  
Notice is hereby given that by judgment rendered by the superior court, Montreal, on this 26th day of January, 1906, I, the undersigned, Arthur K. Fisk, chartered accountant, of the city of Montreal, was appointed curator in the above matter.

All parties having claims against the above estate are hereby notified to file them, according to law, at my office, within a delay of thirty days from date of this notice.

A. K. FISK,  
Curator.  
Office of Savage & Fisk,  
Chartered accountant,  
Sovereign Bank Bldg, Montreal. 506

#### Rule of Court

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No. 998

Sherbrooke, the 19th day of January, 1906.  
Present : His Lordship F. X. Lemieux, J. S. C.  
Alexis Gilbert dit Comptois, laborer, of the township of Barford, district of Saint Francis,  
Plaintiff ;

vs

Josephine Gilbert dit Comptois, of the city of Sherbrooke, widow of the late François Godbout, in his lifetime of the said city ; Adèle Gilbert dit Comptois, of the city of Lowell, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, widow of the late Joseph Tallier, in his lifetime of the said city of Lowell ; William Gilbert dit Comptois and Joseph Gilbert dit Comptois, both of the township of Ascot, district of Saint Francis ; Frank Gilbert dit Comptois, Rémi Gilbert dit Comptois, Philippe Gilbert dit Comptois, Céline Gilbert dit Comptois and Léonore Gilbert

deurs en dernier lieu mentionnés résidant aux états-unis d'Amérique, et Alfred Dion, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeurs ;

et  
Joseph Codère, Eugène Codère et Joseph Massé, tous trois de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, marchands, faisant affaires comme tels ensemble en société, à Sherbrooke susdit, sous les nom et raison de Codère, Fils et Cie., Opposants.

Il est ordonné aux créanciers de feu François Gilbert dit Comptois et de sa succession, de produire leurs réclamations contre la dite succession, au greffe du protonotaire de cette cour, dans la cité de Sherbrooke, en cette cause, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre dans la *Gazette Officielle de Québec*.

GENEST & FRASER,  
409.2 P. C. S.

dit Comptois, these eight last mentioned defendants residing in the united states of America, and Alfred Dion, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, Defendants ;

and  
Joseph Codère, Eugène Codère and Joseph Massé, all three of the city of Sherbrooke, district of Saint-François, merchants, and as such doing business together in partnership, at Sherbrooke aforesaid, under the name and firm of Codère, Fils & Cie, Opposants.

It is ordered that the creditors of the late François Gilbert dit Comptois and of his succession, do file their claims against the said succession in the office of the protonotary of this court, at the city of Sherbrooke, in this cause, within fifteen days from the date of the first insertion in the *Quebec Official Gazette* of the present order.

GENEST & FRASER,  
410 P. S. C.

### Ventes par le Sherif—Beauce

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } CHARLES AUDET ET AL,  
No 331. } Demandeurs ; contre LÉONIDAS MARTIN, Défendeur.

La moitié indivise d'un terrain faisant partie du lot cadastral numéro deux cent cinquante-cinq (255), du canton de Gayhurst, de la contenance de soixante-six pieds et demi de largeur par cent pieds de profondeur, et borné comme suit : en front au nord-est par le chemin public, du côté nord-ouest au terrain loué au dit Léonidas Martin, en arrière et du côté sud-est par le reste du lot numéro deux cent cinquante-cinq (255)—circonstances et dépendances. Sujet aux charges et conditions stipulées dans un bail emphytéotique pour cinquante ans, à compter du deux novembre mil neuf cent quatre, date du dit bail enregistré le vingt-cinq avril mil neuf cent cinq, au bureau d'enregistrement du comté de Lac Mégantic, notamment :

1° De payer une reute annuelle de neuf piastres et trente-trois cents et un tiers au curé en exercice dans la paroisse de Saint-Samuel de Gayhurst ; 2° Clôre le terrain à leurs frais ; 3° Entretien du chemin public en front ; 4° Permettre de passer l'eau provenant du lot numéro deux cent cinquante-cinq, dans les fossés du dit emplacement ; 5° Ne pas vendre ou laisser vendre de boissons enivrantes sur le dit terrain ou dans les bâtisses sus-érigées, sous peine de nullité du dit bail.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Samuel de Gayhurst, le SEPTIEME jour de MARS prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 26 janvier 1906. 489

[Première publication, 3 février 1906.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } CHARLES BLAIS, Deman-  
No 528. } deur ; contre ODILON BOUFFARD, Défendeur.

Un lopin de terre situé dans le second rang du township de Tring, détaché du lot de terre numéro deux cent huit (208), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce, pour la dite paroisse de Saint-Victor de Tring, de la conte-

### Sheriff's Sales—Beauce

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } CHARLES AUDET ET AL,  
No. 331. } Plaintiffs ; against LEONIDAS MARTIN, Defendant.

The undivided half of the cadastral lot number two hundred and fifty five (255), of the township of Gayhurst, containing sixty six feet and a half in width by one hundred feet in length, and bounded as follows, to wit : in front to the north east by the public road, on the north west side by the land leased to the said Leonidas Martin, in rear and on the south east by the residue of the lot number two hundred and fifty five (255)—circumstances and dependencies. Subject to the charges and conditions stipulated in an emphyteutic lease for fifty years, counting from the second of November, one thousand nine hundred and four, date of the said lease registered on the twenty fifth of April, one thousand nine hundred and five, in the registry office of the county of Lake Mégantic, especially :

1. Of paying an annual rent of nine dollars and thirty-three and one third cents to the curé in charge of the parish of Saint-Samuel of Gayhurst ; 2. Of fencing in the lot at their cost ; 3. Keep the public road in front ; 4. To let the water pass from lot number two hundred and fifty five (255), in the ditches of the said lot ; 5. Not to sell intoxicating liquors on the said lot or in the buildings thereon erected, under pain of nullity of the said lease.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Samuel de Gayhurst, on the SEVENTH day of MARCH next (1906), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 26th January, 1906. 490

[First published, 3rd February, 1906.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } CHARLES BLAIS, Plaintiff ;  
No. 528. } against ODILON BOUF-  
FARD, Defendant.

A lot of land situate in the second range of the township of Tring, detached from lot number two hundred and eight (208), of the official plan and book of reference of the county of Beauce, for the said parish of Saint-Victor of Tring, containing

nance de soixante-dix-huit pieds de front par cent pieds de profondeur ; borné en front par le chemin de front du dit second rang, en profondeur et d'un côté au sud-est au terrain du vendeur, d'autre côté à celui de Madame Richard Gravel—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Victor de Tring, le SIXIEME jour de MARS prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 26 janvier 1906. 487

[Première publication, 3 février 1906.]

seventy eight feet in front by one hundred feet in depth ; bounded in front by the front road of the said second range, in rear and on one side to the south east by the land of the vendor, on the other side by that of Mrs Richard Gravel — with the buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Victor of Tring, on the SIXTH day of MARCH next, (1906), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 26th January, 1906. 488

[First published, 3rd February, 1906].

## Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### MANDAT DU CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Canada, }  
Province de Québec, } **IN RE P. EDOUARD**  
District d'Iberville. } **BEAUDRY, Insolvable,**  
No 154. } **et CLARENCE W. HEN-**  
DERSON, Curateur.

(a) Un lot de terre situé en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné sous le numéro cinq cent cinquante-six, aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Saint-Jean, pour la dite ville de Saint-Jean, contenant le dit terrain cent trente neuf mille trois cent quatre-vingt-douze pieds en superficie, plus ou moins, et étant borné à l'est par la rue Saint-Jean, à l'ouest par la rue Albert, au sud par la rue Lemoine, et au nord par "The Montreal & Champlain Railway", y compris toutes les bâtisses y érigées et toutes machineries de quelque nature qu'elles soient, situées sur le dit lot, tous les arbres de couche, curroies, engins, bouilloires, matériaux et accessoires, excepté les presses à toin et les parties ou morceaux de tels presses faisant partie du fonds de commerce de la dite compagnie ou autrement.

(b) Tous les droits et prétentions du dit insolvable consistant dans des droits de grève, privilèges et pouvoirs d'eau, dans la rivière Yamaska, vis-à-vis de l'immeuble de M. Adolphe Mongeau, le dit immeuble connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-seize (196), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, avec droit d'asseoir une digue (*dam*), de l'abouter et de l'accoster sur la grève et sur la côte de tel terrain.

(c) Un terrain connu comme partie des lots Nos. quatre cent quarante-huit et quatre cent quarante-neuf (448 et 449), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Césaire, de la contenance de quatre arpents en superficie, à prendre en longeant la grève de la rivière Yamaska, comprenant un passage pour communiquer du chemin public au dit terrain ; de plus, tous les droits de grève et tous les droits de pouvoirs et privilèges d'eau que le dit insolvable possède dans la dite rivière Yamaska, vis-à-vis les dits numéros 448 et 449, avec droit de placer une digue (*dam*) et de l'asseoir dans la dite rivière et de l'accoster et abouter sur les côtes et rives.

(d) Un certain nombre de servitudes affectant les lots Nos deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, trois cent vingt-sept, deux cent quatre-vingt-un, deux cent quatre-vingt-deux, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-deux, trois cent deux et trois cent trois (Nos 237, 238, 327, 281, 282, 245, 248, 242, 302 et

## Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Canada, }  
Province of Québec, } **IN RE P. EDOUARD**  
District of Iberville. } **BEAUDRY, Insolvent ;**  
No. 154. } **and CLARENCE W. HEN-**  
DERSON, Curator.

(a) A lot of land situate in the town of Saint-Johns, in the district of Iberville, known and designated under the number five hundred and fifty six, on the official plan and book of reference of the county of Saint Johns, for the said town of Saint Johns, containing the said piece of ground one hundred and thirty nine thousand three hundred and ninety two feet in superficies, more or less, and being bounded to the east by Saint John street, to the west by Albert street, to the south by Lemoine street, to the north, by "The Montreal and Champlain Railway", with all the buildings thereon erected and all the machineries of whatever nature they may be, situated on the said lot, all the shafts, belts, engines, boilers, materials and accessories, with the exception of the hay presses and the parts or pieces of said presses forming part of the stock of the said company or otherwise.

(b) All the rights and pretensions of the said insolvent consisting in shore rights, privileges and water powers, in the river Yamaska, opposite the immovable of Mr. Adolphe Mongeau, the said immovable known and designated under the number one hundred and ninety six (196), of the official cadastre of the parish of Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinth, with the right to place a dam, to set it and to put it along side of the shore and on the coast of such piece of ground.

(c) A piece of ground known as part of the lots Nos. four hundred and forty eight and four hundred and forty nine (448 and 449), of the official cadastre of the parish of Saint Césaire, containing four arpents in superficies, to take along the shore of the Yamaska river, including a passage way to communicate from the public road to the said piece of ground ; moreover, all the shore rights and all the power rights and water privileges that the said insolvent possesses in the said river Yamaska, opposite the said numbers 448 and 449, with the right to place a dam and to set it in the said river and to put it along side and to fix it on the coast and shores.

(d) A certain number of servitudes affecting the lots Nos. two hundred and thirty seven, two hundred and thirty eight, three hundred and twenty seven, two hundred and eighty one, two hundred and eighty two, two hundred and forty five, two hundred and forty eight, two hundred and forty two, three hundred and two and three hundred and

303), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle du Monnoir, district de Saint-Hyacinthe, et les lots Nos deux, cent cinquante un, cent quatre-vingt-quatorze et quatre cent soixante-deux (Nos 251, 194 et 462), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigide, district d'Iberville.

(e) Un emplacement situé dans la dite ville de Saint-Jean, au côté est de la rue Richelieu, connu et désigné sous le numéro trente-trois, du cadastre officiel de la dite ville de Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites. A distraire, cependant, du dit lot de terre la partie vendue au chemin de fer "Le Pacifique Canadien", par acte sous seing privé, passé le vingt septembre mil neuf cent, partie de terrain dont les limites et les bornes ont été fixées par acte passé entre Sa Majesté la Reine et Henderson Black *et al.*, devant M<sup>re</sup> A. N. Deland, notaire, le 1er octobre 1900.

(f) Une digue (*dam*) en construction dans la dite rivière Yamaska, vis-à-vis les dits Nos 196, 448 et 449, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Césaire.

(g) Les quais, les canaux, les dynamos, les transformateurs, les bâtisses, l'outillage, les ustensiles, les matériaux, une ligne de transmission électrique allant de la dite digue à la dite ville de Saint-Jean, et s'étendant par les rues de la dite ville de Saint-Jean, les poteaux, le fil de transmission, etc, etc, en un mot tout ce que le dit P. Edouard Beaudry a acheté ou s'est procuré, de façon quelconque, pour construction et exploitation du pouvoir connu sous le nom de "Pouvoir Hydraulique de Saint-Césaire," à l'exception des biens dont la Westinghouse Company, Limited, a été déclarée en possession par jugement rendu en janvier 1906, copie du dit jugement sera lue lors de la vente.

Pour être vendus en bloc, en mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean susdit, le SIXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 31 janvier 1906. 527  
[Première publication, 3 février 1906.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRAINS et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels qu'ils sont mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : J. P. LEON DUCHARME,  
No 4831. Demandeur; vs ELIAS  
AUBIN, Défendeur.

1<sup>o</sup> Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Elizabeth, en la concession Saint-Pierre, où elle est située en la dite paroisse de Sainte-Elizabeth, dans le district de Joliette, sous le numéro sept cent quarante-deux (742), contenant un arpent et demi de largeur sur quarante arpents de profondeur; bornés en front au chemin public, en arrière aux terres de Saint-Norbert, d'un côté au terrain de Charles Aubin, et l'autre côté à celui d'Edouard Tessier—avec maison et autres dépendances y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 29 janvier 1906. 517  
[Première publication, 3 février 1906.]

three (Nos. 237, 238, 327, 231, 282, 245, 248, 242, 302 and 303), of the official cadastre of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, in the district of Saint Hyacinth, and the lots Nos. two hundred and fifty one, one hundred and ninety four and four hundred and sixty two (Nos. 251, 194 and 462), of the official cadastre of the parish of Sainte Brigide, district of Iberville.

(e) An emplacement situate in the said town of Saint Johns, on the east side of Richelieu street, known and designated under the number thirty three, of the official cadastre of the said town of Saint Johns—with the buildings thereon erected. To withdraw, however, of the said lot of land that part sold to The Canadian Pacific Railway Company, by deed under private seal, passed the twentieth September, one thousand nine hundred, part of ground of which the limits and the boundaries have been set by deed passed between Her Majesty The Queen and Henderson Black *et al.*, before M<sup>re</sup> A. N. Deland, notary, on the first of October, one thousand nine hundred.

(f) A dam in construction in the said river Yamaska, opposite the said Nos. 196, 448 and 449, of the official cadastre of the parish of Saint Césaire.

(g) The wharfs, the canals, the dynamos, the transformers, the buildings, the tools, the utensils, the materials, an electric transmission line starting from the said dam to the said town of Saint Johns, and stretching in the streets of the said town of Saint Johns, the posts, the transmission wire &c., &c., in a word all that the said P. Edouard Beaudry has bought or has obtained, in whatever way, for construction and working of the power known under the name of "Pouvoir Hydraulique de Saint Césaire", with the exception of the goods and chattels that the Westinghouse Company, Limited, has been declared in possession of by judgment rendered in January, 1906, copy of said judgment will be read at the time of the sale.

To be sold as a whole (*en bloc*), in my office, in the court house, in the town of Saint Johns aforesaid, on the SIXTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 31st January, 1906. 528  
[First published, 3rd February, 1906.]

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : J. P. LEON DUCHARME,  
No. 4831. Plaintiff; vs ELIAS AUBIN,  
Defendant.

1. A land known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Elizabeth, in the Saint Pierre concession, where it is situate in the said parish of Sainte Elizabeth, in the district of Joliette, as number seven hundred and forty two (742), containing one arpent and a half in width by forty arpents in depth; bounded in front by the public road, in rear by the lands of Saint Norbert, on one side by the land of Charles Aubin, and on the other side by that of Edouard Tessier—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Elizabeth, on the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 29th January, 1906. 518  
[First published, 3rd February, 1906.]

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **CANADA INDUSTRIAL**  
No 2979. } **COMPANY, LIMITED,**  
corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **THE KENSINGTON LAND COMPANY,** corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, et maintenant en liquidation volontaire en vertu de l'acte de liquidation volontaire des compagnies à fonds social, Défenderesse ; et contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans les cédules marquées A et C, annexées au bref en cette cause, de la dite défenderesse, maintenant en la possession de Joseph Perrier, gentilhomme, des cité et district de Montréal, curateur, dûment nommé à l'abandon fait par la dite défenderesse ; sujet à la réserve expresse faite dans la déclaration produite par la demanderesse, le douzième jour de juin dix-neuf cent trois (1903), à l'effet qu'elle n'accepte par l'abandon et sujet à la réserve expresse des droits réclamés par la dite demanderesse dans son action instituée, le onzième jour de juin dix-neuf cent trois (1903), devant la cour supérieure de ce district, et portant le numéro 778, des records de la dite cour, dans laquelle action The Canada Industrial Company est demanderesse, vs James Walker et al, ès qualité, défendeurs.

Les immeubles suivants sont saisis comme suit :

A. Contre Joseph Perrier, curateur à l'abandon, les immeubles suivants, à savoir :

1° Un morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent vingt-sept (227), de la subdivision officielle de partie du lot original officiel numéro cent soixante et trois (163) ; le dit morceau de terre étant borné du côté sud-ouest par les lots de subdivision officielle suivants du dit lot original officiel cent soixante et trois (163), à savoir : partie du lot numéro cinquante-sept (57) numéros cinquante-neuf (59), soixante (60), soixante et trois (63), soixante et quatre (64), soixante et sept (67), soixante et huit (68), soixante et onze (71), soixante et quinze (75) soixante et seize (76), quatre-vingts (80), quatre-vingt-deux (82), quatre-vingt-trois (83), quatre-vingt-six (86), quatre-vingt-sept (87), quatre-vingt-dix (90), quatre-vingt-onze (91), quatre-vingt-quatorze (94), quatre-vingt-quinze (95), quatre-vingt-dix-huit (98), quatre-vingt-dix-neuf (99), cent deux (102), cent trois (103), cent six (106), cent sept (107), cent dix (110), cent onze (111), cent quatorze (114), cent quinze (115), cent dix-huit (118), cent dix-neuf (119), cent vingt-deux (122), cent vingt-trois (123), cent vingt-six (126), cent vingt-sept (127), cent trente (130), cent trente et un (131), cent trente-quatre (134), cent trente-cinq (135), cent trente-huit (138), cent trente-neuf (139), cent quarante et un (141), cent quarante-deux (142), cent quarante-cinq (145), cent quarante-six (146), cent quarante-neuf (149), cent cinquante (150), cent cinquante-trois (153), cent cinquante quatre (154), cent cinquante-sept (157), cent cinquante-huit (158), cent soixante et un (161), cent soixante et deux (162), cent soixante et cinq (165), cent soixante et six (166), cent soixante et neuf (169), cent soixante et dix (170), cent soixante et treize (173), cent soixante et quatorze (174), cent soixante et dix-sept (177), cent soixante et dix-huit (178), cent quatre-vingt-un (181), cent quatre-vingt-deux (182), cent quatre-vingt-cinq (185), cent quatre-vingt six (186).

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **CANADA INDUSTRIAL**  
No. 2979. } **COMPANY, LIMITED,** a  
body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **THE KENSINGTON LAND COMPANY,** a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, and now in voluntary liquidation under the joint stock companies, voluntary liquidation act, Defendant ; and against the lands and tenements mentioned and described in the schedules marked A and C, annexed to the writ in this cause, of the said defendant, now in the hands of Joseph Perrier, gentleman, of the city and district of Montreal, the curator duly appointed to the abandonment made by the said defendant ; subject to the express reservation in the declaration filed by the plaintiff, on the twelfth of June, nineteen hundred and three (1903), to the effect that it does not accept the abandonment and subject to the express reservation of the rights claimed by the said plaintiff in its action instituted on the eleventh of June, nineteen hundred and three (1903), before the superior court of this district, and bearing the number 778, of the records of the said court, in which action the Canada Industrial Company is plaintiff, vs James Walker et al, ès qualités, defendants.

The following immoveables are seized as follows :

A. Against Joseph Perrier, curator to the abandonment, the following immoveables, to wit :

1. A parcel of land known and designated on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and twenty seven (227), of the official subdivision of part of the official original lot number one hundred and sixty three (163) ; the said parcel of land bounded on the south west side by the following official subdivision lots of said official original lot one hundred and sixty three (163) to wit : part of lot number fifty seven (57), numbers fifty nine (59), sixty (60), sixty three (63), sixty four (64), sixty seven (67), sixty eight (68), seventy one (71), seventy five (75), seventy six (76), eighty (80), eighty two (82), eighty three (83), eighty six (86), eighty seven (87), ninety (90), ninety one (91), ninety four (94), ninety five (95), ninety eight (98), ninety nine (99), one hundred and two (102), one hundred and three (103), one hundred and six (106), one hundred and seven (107), one hundred and ten (110), one hundred and eleven (111), one hundred and fourteen (114), one hundred and fifteen (115), one hundred and eighteen (118), one hundred and nineteen (119), one hundred and twenty two (122), one hundred and twenty three (123), one hundred and twenty six (126), one hundred and twenty seven (127), one hundred and thirty (130), one hundred and thirty one (131), one hundred and thirty four (134), one hundred and thirty five (135), one hundred and thirty eight (138), one hundred and thirty nine (139), one hundred and forty one (141), one hundred and forty two (142), one hundred and forty five (145), one hundred and forty six (146), one hundred and forty nine (149), one hundred and fifty (150), one hundred and fifty three (153), one hundred and fifty four (154), one hundred and fifty seven (157), one hundred and fifty eight (158), one hundred and sixty one (161), one hundred and sixty two (162), one hundred and sixty five (165), one hundred and sixty six (166), one hundred and sixty nine (169),

cent quatre-vingt-neuf (189), cent quatre-vingt-dix (190), cent quatre-vingt-treize (193), cent quatre-vingt-quatorze (194), cent quatre-vingt-dix-sept (197), cent quatre-vingt-dix-huit (198), deux cent un (201), deux cent trois (203), deux cent cinq (205), deux cent six (206), deux cent neuf (209), deux cent dix (210), deux cent treize (213), deux cent quatorze (214), deux cent vingt-quatre (224) et deux cent vingt-cinq (225), sur le côté nord-est par les lots de subdivision officielle numéros deux cent quatre-vingt-onze (291) jusqu'à trois cent quatre-vingts (380), du dit lot original officiel inclusivement, au nord-ouest par partie du lot officiel cent soixante et quatre (164), et au sud-est par le lot de subdivision officielle numéros deux cent vingt-huit (228), du dit lot original officiel, le dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163) étant situé dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce sur le chemin public appelé "Upper Lachine Road."

2° Un morceau de terre de forme irrégulière formant partie de cette terre située dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le dit chemin "Upper Lachine Road," et connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent soixante et trois (163), le dit morceau de terre étant connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-huit (228), de la subdivision officielle du dit numéro original officiel cent soixante et trois (163), aux dits plan et livre de renvoi officiels, et le dit morceau de terre étant borné au sud-ouest par les lots de subdivision officielle numéros cinquante et un (51), cinquante-deux (52), cinquante-trois (53), et partie de cinquante-sept (pt. 57), au nord-est par les lots de subdivision numéros deux cent quatre-vingt-quatre jusqu'à deux cent quatre-vingt-onze (284 à 291) inclusivement, au nord-ouest par le lot de subdivision numéro deux cent vingt-sept (227), et au sud-est par le lot de subdivision officielle numéro deux cent vingt-neuf (229), du dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163).

3° Un morceau de terre formant partie de la dite terre, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, le dit morceau de terre étant connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent soixante et neuf (269), de la subdivision officielle du lot original officiel numéro cent soixante et trois (163), le dit morceau de terre étant borné au sud-ouest par partie du lot de subdivision officielle numéro deux cent vingt-neuf (229), au nord-est par partie du lot officiel numéro cent soixante et cinq (165), au nord-ouest par les lots de subdivision officielle numéros deux cent soixante et dix (270) à deux cent soixante et douze (272) inclusivement, et au sud-est par les lots de subdivision officielle numéros deux cent soixante et six (266) à deux cent soixante et huit (268) inclusivement, du dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163).

4° Un morceau de terre formant partie de la dite terre, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, le dit morceau de terre étant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent quarante-quatre (244), de la dite subdivision officielle du dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163), le dit morceau de terre étant borné au sud-ouest par partie du lot de subdivision officielle numéro deux cent trente (230), au sud-est par partie du lot officiel numéro cent soixante et cinq (165), au nord-ouest par le lot de subdivision

one hundred and seventy (170), one hundred and seventy three (173), one hundred and seventy four (174), one hundred and seventy seven (177), one hundred and seventy eight (178), one hundred and eighty one (181), one hundred and eighty two (182), one hundred and eighty five (185), one hundred and eighty six (186), one hundred and eighty nine (189), one hundred and ninety (190), one hundred and ninety three (193), one hundred and ninety four (194), one hundred and ninety seven (197), one hundred and ninety eight (198), two hundred and one (201), two hundred and three (203), two hundred and five (205), two hundred and six (206), two hundred and nine (209), two hundred and ten (210), two hundred and thirteen (213), two hundred and fourteen (214), two hundred and twenty four (224) and two hundred and twenty five (225), on the north east side by the official subdivision lots numbers two hundred and ninety one (291) to three hundred and eighty (380), of said original official lot inclusively, on the north west by part of official lot number one hundred and sixty four (164), and on the south east by official subdivision lot number two hundred and twenty eight (228), of said original official lot, the said official original lot number one hundred and sixty three (163) being situate in the parish of Notre Dame de Graces, on the public road called the Upper Lachine road.

2. A parcel of land of irregular shape forming part of that farm situate in the parish of Notre Dame de Graces, on the said Upper Lachine road, and known and designated on the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number one hundred and sixty three (163), the said parcel of land being known and designated under the number two hundred and twenty eight (228), of the official subdivision of the said official original number one hundred and sixty three (163), in the said official plan and book of reference and being bounded the said parcel of land on the south west by official subdivision lots numbers fifty one (51), fifty two (52), fifty three (53), and part of fifty seven (pt. 57), on the north east by subdivision lots numbers two hundred and eighty four (284) to two hundred and ninety one (291) inclusively, on the north west by subdivision lot number two hundred and twenty seven (227), and on the south east by official subdivision lot number two hundred and twenty nine (229), of said official original lot number one hundred and sixty three (163).

3. A parcel of land forming part of the said farm in the parish of Notre Dame de Graces, and known and designated the said parcel of land, in the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and sixty nine (269), of the official subdivision of official original lot number one hundred and sixty three (163), and bounded the said parcel of land on the south west by part of official subdivision lot number two hundred and twenty nine (229), on the north east by part of official lot number one hundred and sixty five (165), on the north west by official subdivision lots numbers two hundred and seventy (270) to two hundred and seventy two (272) inclusively, and on the south east by official subdivision lots numbers two hundred and sixty six (266) to two hundred and sixty eight (268) inclusively, of said official original lot number one hundred and sixty three (163).

4. A parcel of land forming part of the said farm, in the parish of Notre Dame de Graces, and known and designated the said parcel of land in the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and forty four (244), of the said official subdivision of the said official original lot number one hundred and sixty three (163), and bounded the said parcel of land on the south west by part of official subdivision lot number two hundred and thirty (230), on the north east by part of official lot number one hundred and sixty five (165), on the

officielle numéro deux cent quarante-cinq (245), et au sud-est par le lot de subdivision officielle numéro deux cent quarante-trois (243), du dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163.)

B. Contre la défenderesse The Kensington Land Co., les immeubles suivants :

5° Un morceau de terre connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent soixante et douze A (272 A), de la dite subdivision officielle de partie du dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163), le dit morceau de terre étant situé dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le chemin Upper Lachine Road, le dit morceau de terre étant borné au sud-est par les lots de subdivision officielle numéros deux cent soixante et dix et deux cent soixante et douze (270 et 272) inclusivement, au nord-ouest par le lot de subdivision officielle numéro deux cent soixante et treize (273), au sud-ouest par le lot de subdivision officielle numéro deux cent vingt-neuf (229), et au nord-est par partie du lot officiel numéro cent soixante et cinq (165).

6° Un morceau de terre connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trente-trois A (33 A), de la dite subdivision officielle de partie du dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163), le dit morceau de terre étant situé dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le chemin Upper Lachine Road, le dit morceau de terre étant borné au sud-est par le lot de subdivision officielle numéro trente-trois (33), au nord-ouest par les lots de subdivision officielle numéros trente-quatre à trente-six (34 à 36) inclusivement, au sud-ouest par partie du lot officiel numéro cent soixante et deux (162), et au nord-est par partie du lot de subdivision officielle numéro deux cent vingt-neuf (229), du dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163).

C. Contre Joseph Perrier, curateur à l'abandon, les immeubles suivants, à savoir :

7° Un morceau de terre formant partie de la dite terre situé dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, sur le chemin "Upper Lachine Road", le dit morceau de terre étant connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trente-sept (37), de la subdivision officielle du lot original officiel numéro cent soixante et trois (163), le dit morceau de terre étant borné au sud-ouest par partie du lot officiel numéro cent soixante et deux (162), au nord-est par partie du lot de subdivision officielle numéro deux cent vingt-neuf (229), au nord-ouest par les lots de subdivision officielle numéros trente-huit à quarante (38 à 40) inclusivement, et au sud-est par les lots de subdivision officielle numéros trente-quatre à trente-six (34 à 36) inclusivement, du dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163).

8° Un morceau de terre formant partie de la dite terre situé dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce sur le chemin "Upper Lachine Road", le dit morceau de terre étant connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent vingt-neuf (229), de la subdivision officielle du lot original officiel numéro cent soixante et trois, le dit morceau de terre étant borné au sud-ouest par les lots de subdivision officielle numéros dix-huit à trente-trois (18 à 33), trente-trois A (33 A), trente-quatre à cinquante (34 à 50) inclusivement, au nord-est par les lots de subdivision officielle numéros deux cent quarante-neuf à deux soixante et douze (249 à 272), deux cent soixante et douze A (272 A), deux cent soixante et treize à deux cent quatre-vingt-trois (273 à 283) inclusivement, au nord-ouest par le lot de subdivision officielle numéro deux cent vingt-huit (228), du dit lot original officiel numéro cent soixante et trois (163), et au sud-est

north west by official subdivision lot number two hundred and forty five (245), and on the south east by official subdivision lot number two hundred and forty three (243), of said official original lot number one hundred and sixty three (163).

B. Against the defendant the Kensington Land Co., the following immoveables :

5. A parcel of land known and designated on the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and seventy two A (272 A), of the said official subdivision of part of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), the latter being situate in the parish of Notre Dame de Grâce, on the "Upper Lachine road", being bounded the said parcel of land on the south east by official subdivision lots numbers two hundred and seventy to two hundred and seventy two (270 to 272), inclusively, on the north west by official subdivision lot number two hundred and seventy three (273), on the south west by official subdivision lot number two hundred and twenty nine (229), and on the north east by part of official lot number one hundred and sixty five (165).

6. A parcel of land known and designated on the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number thirty three A (33 A), of the said official subdivision of part of the said original official lot number one hundred and sixty three (163), the latter being situate in the parish of Notre Dame de Grâce on the "Upper Lachine road", being bounded the said parcel of land, on the south east by official subdivision lot number thirty three (33), on the north west by the official subdivision lots numbers thirty four to thirty six (34 to 36) inclusively, on the south west by part of official lot number one hundred and sixty two (162), and on the north east by part of official subdivision lot number two hundred and twenty nine (229), of said official original lot number one hundred and sixty three (163).

C. Against Joseph Perrier, curator to the abandonment, the following immoveables, to wit :

7. A parcel of land forming part of the said farm situate in the parish of Notre Dame de Grâce, on the Upper Lachine road, and known and designated, the said parcel of land in the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number thirty seven (37), of the official subdivision of official original lot number one hundred and sixty three (163), and bounded the said parcel of land on the south west by part of official lot number one hundred and sixty two (162), on the north east by part of official subdivision lot number two hundred and twenty nine (229), on the north west by official subdivision lots numbers thirty eight to forty (38 to 40) inclusively, and on the south east by official subdivision lots numbers thirty four to thirty six (34 to 36) inclusively, of said official original lot number one hundred and sixty three (163).

8. A parcel of land forming part of the said farm situate in the parish of Notre Dame de Grâce, on the Upper Lachine road, and known and designated the said parcel of land in the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and twenty nine (229), of the official subdivision of the official original lot number one hundred and sixty three, and bounded the said parcel of land, on the south west by official subdivision lots numbers eighteen to thirty three (18 to 33), thirty three A (33 A), thirty four to fifty (34 to 50) inclusively, on the north east by official subdivision lots numbers two hundred and forty nine to two hundred and seventy two (249 to 272), two hundred and seventy two A (272 A), two hundred and seventy three to two hundred and eighty three (273 to 283) inclusively, on the north west by official subdivision lot number two hundred and twenty eight (228), of said official original

par le chemin de "The Atlantic and North West Railway Company"

9° Un morceau de terre formant partie de la dite terre situé dans la paroisse de Notre-Dame de Grâces, sur le chemin "Upper Lachine Road, le dit morceau de terre étant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent trente (230), de la subdivision officielle du lot original officiel numéro cent soixante et trois (163), le dit morceau de terre étant borné au sud-ouest par les lots de subdivision officielle numéros un à dix sept (1 à 17) inclusivement, au nord-est par les lots de subdivision officielle numéros deux cent trente et un (231) et deux cent trente-quatre à deux cent quarante-huit (234 à 248) inclusivement, du dit lot original officiel cent soixante et trois (163), au nord-ouest par le chemin de "The Atlantic and North West Railway Company" et au sud-est par le chemin "Upper Lachine Road".

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles ci-dessus saisis en cette cause, qui devait avoir lieu le vingt-unième jour d'août 1903, aura lieu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 31 janvier 1906. [Première publication, 3 février 1906.]

Shérif.  
549

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } THEOPHILE LAPOINTE, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Julie, comté de Verchères, district de Richelieu, Demandeurs; contre les terres et tenements de ALEXIS BRETON, du même lieu, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Julie, au village, sur la septième concession, contenant cinquante et un pieds de front sur cent soixante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; tenant par un bout à la rue Saint-Joseph, par l'autre bout à Mme Elie Borduas, d'un côté à Cléophas Trépanier, et de l'autre côté à Stanislas Lambert—avec une maison y érigée, le dit emplacement connu et désigné comme étant tout le lot numéro six (No 6), de la subdivision du lot numéro deux cent quatre vingt-trois (283), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Sainte-Julie.

2° Une terre en culture située en la dite paroisse de Sainte-Julie, sur la huitième concession, au rang de la côte, contenant environ quatre vingt-dix arpents en superficie, connue et désignée comme étant tout le lot numéro trois cent vingt-deux (322), aux dits plan et livre de renvoi officiels de Sainte-Julie—avec une maison, grange et autres bâtisses y érigées.

3° Un terrain en bois debout situé en la dite paroisse de Sainte-Julie, sur la huitième concession, au rang Les Trente, contenant environ un demi arpent de front sur trente arpents de profondeur, connu et désigné comme étant tout le lot numéro trois cent soixante seize (376), aux dits plan et livre de renvoi officiels de Sainte-Julie.

4° Un terrain en bois debout situé en la paroisse de Sainte-Julie, sur la huitième concession, au rang Les Trente, contenant environ six perches de front sur trente perches de profondeur, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Julie; et borné comme suit, savoir: tenant par un bout le Trait-Carré entre le rang "Les Vingt" et le rang "Les Trente", par l'autre bout le Trait-Carré entre le rang "Les Trente" et les terres de la paroisse de Varennes, d'un côté le lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384), du dit cadastre officiel de Sainte-Julie,

number one hundred and sixty three (163) and on the south east by the roadway of the Atlantic and North West Railway Company.

9. A parcel of land forming part of the said farm situate in the parish of Notre Dame de Grâces, on the "Upper Lachine road" and known and designated, the said parcel of land, in the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and thirty (230), of the official subdivision of the official original lot number one hundred and sixty three (163), and bounded, the said parcel of land, on the south west by official subdivisions lots numbers one to seventeen (1 to 17) inclusively, on the north east by official subdivision lots numbers two hundred and thirty one (231) and two hundred and thirty four to two hundred and forty eight (234 to 248) inclusively, of said official original number one hundred and sixty three (163), on the north west by the roadway of the Atlantic and North West Railway Company, and on the south east by the "Upper Lachine Road".

Notice is hereby given that the sale of the immoveables above seized in this cause, which was to have taken place on the twenty first day of August (1903), will take place at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 31st January, 1906. [First published, 3rd February, 1906.]

Sheriff.  
550

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court — District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THEOPHILE LAPOINTE, farmer, of the parish of Sainte-Julie, county of Verchères, district of Richelieu, Plaintiff; against the lands and tenements of ALEXIS BRETON, of the same place, Defendant.

1. A lot situate in the parish of Sainte-Julie, in the village, on the seventh concession, containing fifty one feet in front by one hundred and sixty feet depth, the whole english measure, and more or less; bounded at one end by Saint-Joseph street, at the other end by Mrs. Elie Borduas, on one side by Cléophas Trépanier, and on the other side by Stanislas Lambert—with a house thereon erected, said lot known and described as being lot number six (No. 6), of the subdivision of lot number two hundred and eighty three (283), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Sainte-Julie.

2. A land under cultivation situate in the said parish of Sainte-Julie, in the eighth concession, at the range *La côte*, containing about ninety arpents in area, known and described as being the whole lot number three hundred and twenty two (322), on the said official plan and book of reference of Sainte-Julie—with a house, barn and other buildings thereon erected.

3. A woodland situate in the said parish of Sainte-Julie, on the eighth concession of the range *Les Trente*, containing about one half arpent in front by thirty arpents in depth, known and described as being the whole of lot number three hundred and seventy six (376), on the said official plan and book of reference of Sainte-Julie.

4. A woodland situate in the parish of Sainte-Julie, in the eighth concession of the range *Les Trente*, containing about six perches in front by about thirty perches in depth, known and described as forming part of the lot number three hundred and eighty five (385), on the said official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Julie; and bounded as follows, to wit: bounded at one end by the division line (*trait carré*) between the range *Les Vingt* and the range *Les Trente*, at the other end by the division line (*trait carré*) between the range *Les Trente* and the lands of the parish of Varennes, on one side by the lot number three

et de l'autre côté le lot numéro trois cent quatre-vingt-six (386), du dit cadastre officiel.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Julie, le QUINZIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Montréal, 9 janvier 1906. Shérif, 151.2  
[Première publication, 13 janvier 1906]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE FERRIS**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME FLORENCE JANE No 1929. { DAME FLORENCE JANE épouse d'Arthur Crew, de Ahuntsic, dit district, ci devant partie du Sault-au-Récollet, et le dit Arthur Crew, gentilhomme, afin d'autoriser et assister sa dite épouse à l'effet des présentes, Demandeurs; contre ses terres et tenements de DAME MARY ANNE HARTNETT, épouse d'Philip McCall, dit district de Montréal, et le dit Philip McCall, afin d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, tous deux maintenant de Ahuntsic, dans le dit district, Défendeurs.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défendresse, les immeubles suivants, à savoir:

La terre et prémisses situées dans le village de Ahuntsic, connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse du Sault au-Récollet, dans le district de Montréal, comme lots subdivisions un et deux du lot numéro deux cent cinquante cinq (255-1 et 255-2), et lots subdivisions un et deux du lot numéro deux cent cinquante huit (258-1 et 258-2); le tout borné en front par le chemin du Roi, et au nord-est par l'avenue Florence, dans la municipalité de Ahuntsic—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendues dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 janvier 1906. Shérif, 149.2  
[Première publication, 13 janvier 1906]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } THOMAS A. TRENHOLME, No 1468. { THOMAS A. TRENHOLME, dans la paroisse de Montréal, dans le district de Montréal, cultivateur, Demandeur; contre les terres et tenements de ROBERT J. BOYD, de la ville de Arthur, dans la province d'Ontario, menuisier, Défendeur.

Ces lots de terre—avec circonstances et dépendances, situés dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce Ouest, comté d'Hochelaga, district de Montréal, formant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent quarante et un, et plus particulièrement connue sur le plan de subdivision d'icelle comme lots subdivisions deux cent soixante et huit et deux cent quatre vingt onze.

Les dits lots de subdivision faisant front sur l'avenue Pacifique et contenant chacun cinquante pieds de largeur en front sur cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec le droit de passage en commun avec les autres personnes dans la ruelle en arrière des dits lots, mais sans aucun droit de l'encombrer.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 janvier 1906. Shérif, 187.2  
[Première publication, 13 janvier 1906]

hundred and eighty four (384), of the said official cadastre of Sainte Julie, and on the other side by lot number three hundred and eighty six (386), of the said official cadastre.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Julie, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 9th January, 1906. Sheriff, 152  
[First published, 13th January, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME FLORENCE JANE No. 1929. { DAME FLORENCE JANE wife duly separated as to property by marriage contract of Arthur Crew, of Ahuntsic, said district, formerly a part of Sault au Récollet, and the said Arthur Crew, gentleman, to authorize and assist his said wife herein, Plaintiffs; against the lands and tenements of DAME MARY ANNE HARTNETT, wife duly separate as to property of Philip McCall, heretofore of the city and district of Montreal, and the said Philip McCall to authorize his said wife herein, both now of Ahuntsic, in said district, Defendants

Seized as belonging and in the possession of the said female Defendant, the following immovables, to wit:

The land and premises situated in the village of Ahuntsic, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet, in the district of Montreal, as the lots subdivisions one and two of lot number two hundred and fifty five (255-1 and 255-2), and lots subdivisions one and two of lot number two hundred and fifty eight (258-1 and 258-2); the whole bounded in front by the *chemin du Roi*, and on the north east by Florence avenue, in the municipality of Ahuntsic—with the house and out buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 9th January, 1906. Sheriff, 150  
[First published, 13rd January, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THOMAS A. TRENHOLME, No. 1468. { THOMAS A. TRENHOLME, in the parish of Montreal, in the district of Montreal, farmer, Plaintiff; against the lands and tenements of ROBERT J. BOYD, of the town of Arthur, in the province of Ontario, carpenter, Defendant.

Those certain lots of land—with circumstances and dependencies, situate in the parish of Notre Dame de Grâce West, county of Hochelaga, district of Montreal, forming part of the lot known on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, by the number one hundred and forty one, and more particularly known on the subdivision plan thereof as lots subdivisions two hundred and sixty eight and two hundred and ninety one.

The said subdivision lots fronting on Pacific avenue and containing each fifty feet in width in front by one hundred and five feet in depth, english measure, and more or less, with the right of passage in common with others through the lane in the rear of the said lots, but without any right to encumber the same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 10th January, 1906. Sheriff, 188  
[First published, 13rd January, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **F**ELIX AVILA GROTHE, No 1175. } Entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **OVIDE ROBILLARD**, autrefois des cité et district de Montréal, et maintenant absent, Défendeur, dans laquelle cause Adolphe Robillard, Dame Mathilde Robillard, épouse séparée de biens de Henri Etienne Vantelet, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, Dame Marguerite Robillard, veuve de feu Edmond Lareau, tous de la dite cité de Montréal, sont aussi défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Ovide Robillard, l'immeuble suivant, savoir :

Le quart indivis d'un immeuble et dans les bâtisses dessus construites, sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Laurent, composé de deux lots de terre connus et désignés sous les numéros six cent vingt-huit (628) et six cent vingt-neuf (629), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent ; sauf à distraire la partie qui a été prise et expropriée sur le front pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 janvier 1906. Shérif, 191.2  
[Première publication, 13 janvier 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **T**HOMAS A. TREN- No 1463 } **H**OLME, de Notre-Dame de Grâce, dans la paroisse de Montréal, dans le district de Montréal, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de **DANIEL McPHAIL**, de la ville de Barrie, dans la province d'Ontario, mécanicien, Défendeur.

Ces lots de terre—avec circonstances et dépendances, situés dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, comté d'Hochelaga, district de Montréal, formant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent quarante et un, et plus particulièrement connus sur le plan de subdivision d'icelle, comme lots subdivisions deux cent soixante et six et deux cent soixante et neuf.

Les dits lots de subdivision faisant front sur l'avenue Pacifique, et contenant chacun cinquante pieds de largeur sur cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise. plus ou moins, avec le droit de passage en commun avec les autres personnes dans la ruelle en arrière des dits lots, mais sans aucun droit de l'encombrer.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 janvier 1906. Shérif, 189.2  
[Première publication, 13 janvier 1906.]

**Ventes par le Shérif—Richelieu**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et li

res respectifs tel que mentionné plus bas  
**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*  
Sorel, à savoir : } **D**EMOISELLE LEONA LA- No 4674. } **R**IVIERE, Demanderesse ; contre **PIERRE LAVALLEE**, Défendeur.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **F**ELIX AVILA GROTHE, No. 1175. } contractor, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **OVIDE ROBILLARD**, formerly of the city and district of Montreal, and now absent, Defendant, in which cause Adolphe Robillard, Dame Mathilde Robillard, wife separated as to property of Henri Etienne Vantelet, and the latter a party hereunto to authorize his said wife, Dame Marguerite Robillard, widow of the late Edmond Lareau, all of the said city of Montreal, are also defendants.

Seized as belonging to the said defendant Ovide Robillard, the following immoveable, to wit :

The undivided one fourth of a lot and in the buildings thereon erected, situate and being in Saint Lawrence ward, in the city of Montreal ; bounded in front by Saint Lawrence street, made up of two lots of land known and described as numbers six hundred and twenty eight (628) and six hundred and twenty nine (629), of the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward ; saving and excepting the part which has been taken and expropriated on the front for the widening of Saint Lawrence street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 10th January, 1906. Sheriff, 192  
[First published, 13th January, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **T**HOMAS A. TREN- No. 1463. } **H**OLME, of Notre Dame de Grâce, in the parish of Montreal, in the district of Montreal, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DANIEL McPHAIL**, of the town of Barrie, in the province of Ontario, mechanic, Defendant.

Those certain lots of land—with circumstances and dependencies, situate in the parish of Notre Dame de Grâce, county of Hochelaga, district of Montreal, forming part of the lot known on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, by the number one hundred and forty one, and more particularly known on the subdivision plan thereof as lots subdivisions two hundred and sixty six and two hundred and sixty nine.

The said subdivision lots fronting on Pacific avenue, and containing each fifty feet in width by one hundred and five in depth, english measure and more or less, with the right of passage in common with others through the lane in the rear of the said lots, but without any right to encumber the same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 10th January, 1906. Sheriff, 190  
[First published 13th January, 1906.]

**Sheriff's Sales—Richelieu**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Richelieu.*  
Sorel, to wit : } **M**ISS LEONA LARIVIERE, No. 4674. } **P**laintiff ; against **PIERRE LAVALLEE**, Defendant.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Sainte-Victoire, sur le rang sud du Pot au Beurre, étant partie du lot numéro trois cent soixante et douze (pt. No 372), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Victoire, de la contenance de cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise; tenant devant au chemin de front du dit rang, en arrière et du côté sud au terrain d'Hercule Paul Hus, et de l'autre côté à celui du révérend messire Joseph Beaudry et à celui du dit Hercule Paul Hus—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Victoire, le SEPTIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sorel, 29 janvier 1906. 493  
[Première publication, 3 février 1906.]

A piece of land situate in the parish of Sainte Victoire, on the south Pot au Beurre range, being part of lot number three hundred and seventy two (pt. No. 372), of the official cadastre of the said parish of Sainte Victoire, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth, english measure; bounded in front by the front road of the said range, in rear and on the south side by the land of Hercule Paul Hus, and on the other side by that of the reverend Joseph Beaudry and of the said Hercule Paul Hus—with thy buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Victoire, on the SEVENTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sorel, 29th January, 1906. 494  
[First published, 3rd February, 1906.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRIERS** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Rimouski.*

No 3063 } **C. E. L. DIONNE**, Demandeur; vs. **C. LOUIS ROBICHAUD**, Défendeur, savoir :

1° Les lots Nos 37 et 38, cadastre officiel, 4ième rang, canton Cabot, paroisse de Saint-Moïse—avec bâties, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 38, cadastre officiel, rang sud-ouest, chemin Kempt, canton Cabot, paroisse de Saint-Moïse—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Moïse, le SIXIEME jour de MARS 1906, à DEUX heures de l'après-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 31 janvier 1906. 525  
[Première publication, 3 février 1906.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Rimouski.*

No 3205 } **E. LISEE ANCTIL**, Demandeur; vs. **E. GUILLAUME LEVESQUE**, Défendeur, savoir :

La moitié sud-ouest du lot No 72, du premier rang, canton Massé, district de Rimouski, de cinquante acres en superficie, ainsi qu'une terre située du côté est du lot No 71, de un arpent de front sur la profondeur du rang, les deux terres étant bornées à l'est à Odilon Guimond, et à l'ouest à Stanislas Bois—avec bâties, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte Angèle de Mérici, le SIXIEME jour de MARS 1906, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, 31 janvier 1906. 523  
[Première publication, 3 février 1906.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Kamouraska.*

No 3520 } **PIERRE DIONNE**, Demandeur; vs. **PHILIPPE HUDON**, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé le long du chemin Matapédia, paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, de  $\frac{1}{2}$  d'arpent de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins; borné au sud au chemin Matapédia, à l'est à Chs. D'Astous, au nord à Napoléon Gagné, à

### Sheriff's Sales—Rimouski

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Rimouski.*

No. 3063. } **C. E. L. DIONNE**, Plaintiff; vs. **C. LOUIS ROBICHAUD**, Defendant, to wit :

1. The lots Nos. 37 and 38, official cadastre, 4th range, township Cabot, parish of Saint Moïse—with buildings, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 38, official cadastre, south west range, Kempt road, township Cabot, parish of Saint Moïse—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Moïse, on the SIXTH day of MARCH, 1906, at TWO o'clock in the afternoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Rimouski, 31st January, 1906. 526  
[First published, 3rd February, 1906.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—Rimouski.*

No. 3205. } **E. LISEE ANCTIL**, Plaintiff; vs. **E. GUILLAUME LEVESQUE**, Defendant, to wit :

The south west half of lot No. 72, of the first range, township Massé, district of Rimouski, of fifty acres in area, as also a land situate in the east side of lot No 71, of one arpent in front by the depth of the range, the said two lands being bounded on the east by Odilon Guimond, and on the west by Stanislas Bois—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Angèle de Mérici, on the SIXTH day of MARCH, 1906, at HALF PAST TEN o'clock A. M.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Rimouski, 31st January, 1906. 524  
[First published, 3rd February, 1906.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Kamouraska.*

No. 3520. } **PIERRE DIONNE**, Plaintiff; vs. **PHILIPPE HUDON**, Defendant, to wit :

A lot situate along the Matapédia road, in the parish of Sainte Angèle de Mérici, of  $\frac{1}{2}$ th of one arpent in front, by one arpent in depth, more or less; bounded on the south by the Matapédia road, on the east by Chs. D'Astous, on the north by

T'ouest à Salomon Bélanger, lequel terrain connu au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, comme faisant partie des lots 109 et 111—avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances, et le droit de se servir d'un chemin séparant le dit terrain de celui du dit Charles D'Astous.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Mérci, le SIXIEME jour de MARS 1906, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 31 janvier 1906. 521  
[Première publication, 3 février 1906.]

Napoléon Gagné, on the west by Salomon Bélanger, which lot is known on the official cadastre of the parish of Sainte Angèle, as forming part of the lots 109 and 111—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the right to use a road separating the said lot from that of the said Chs. D'Astous.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angèle de Mérci, on the SIXTH day of MARCH, 1906, at TEN o'clock A. M.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, 31st January, 1906. 522  
[First published, 3rd February, 1906.]

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Saint Hyacinthe, No. 172. } **EXULTÈRE MEUNIER**, cultivateur et commerçant, de Saint-Liboire, Demandeur; contre STANISLAS GODDU, absent, Défendeur.

Un terrain faisant partie des lots de terre connus et désignés sous les (Nos 267 et 271), numéros deux cent soixante-sept et deux cent soixante-onze, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, de forme irrégulière, situé sur le rang Saint-Patrick, dans la dite paroisse: tenant devant au chemin ou route du dit rang, à la profondeur Arthur Lemoine, du côté sud-ouest à une route ou rue non verbalisée, de l'autre côté à Ovila Desmarais, le dit terrain ayant quarante-cinq pieds de largeur au dit chemin, cent dix-sept pieds de longueur dans la ligne voisine de Ovila Desmarais, et cent quarante-trois pieds de longueur dans la ligne touchant la route publique, et à la profondeur quinze pieds de largeur dans la ligne perpendiculaire à celle de Ovila Desmarais, à partir de cette dernière ligne, et de là, quarante-trois pieds de longueur allant frapper le coin des rues contournant l'emplacement de Arthur Lemoine—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le TREIZIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. M. BORDUA, Shérif.

Bureau du Shérif, 227.2  
Saint-Hyacinthe, 10 janvier 1906.  
[Première publication, 13 janvier 1906.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Trois-Rivières, à savoir: } **GEORGE ROULEAU**, No. 25. } Demandeur; contre **WILFRID CHAMPAGNE**, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Léonard, faisant partie sur le travers des lots numéros vingt-sept et vingt-huit (27 et 28), du treizième rang de

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, Province de Québec, District de Saint Hyacinthe, No. 172. } **EXULTÈRE MEUNIER**, farmer and trader, of Saint-Liboire, Plaintiff; vs. STANISLAS GODDU, absent, Defendant.

A piece of land being part of lots known and designated under (Nos. 267 and 271), two hundred and sixty seven and two hundred and seventy one, of the official plan for the parish of Saint Liboire, county of Bagot, district of Saint Hyacinth, of irregular form, situated on the range called Saint-Patrick, in the said parish; bounded in front by the road or route of the said range, in depth Arthur Lemoine, on the south west side to a route or street not verbalized, and on the other side by Ovila Desmarais, measuring the said piece of land forty five feet wide to the road, one hundred and seventeen feet length in the neighboring line of Ovila Desmarais, and one hundred and forty three feet in length in the line near the public road, in depth fifteen feet wide into the line perpendicular to this of Ovila Desmarais, starting from this last line, and from thence, forty three feet width running and striking the corner of the streets making round the piece of land of Arthur Lemoine—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Liboire, on the THIRTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. M. BORDUA, Sheriff.

Sheriff's office, 228  
Saint Hyacinth, 10th January, 1906.  
[First published, 13th January, 1906.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Three Rivers, to wit: } **GEORGE ROULEAU**, No. 25. } Plaintiff; against **WILFRID CHAMPAGNE**, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Leonard, forming part running crossways of the lots numbers twenty seven and twenty eight (27 and 28), of the

l'augmentation d'Aston, contenant deux arpents de front sur la profondeur, formée par la largeur réunie des deux lots susdits; bornée d'un bout à la branche nord-est de la rivière Nicolet, à l'autre bout au lot numéro vingt-six (26), du côté nord-ouest à Etienne Provancher, et du côté sud-est à Etienne et Hy-cinthe Champagne, laquelle terre fait partie du lot numéro cent quatre (104), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Léonard-avec bâtisses.

Avis est par les présentes donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause et ci-dessus décrit, qui devait avoir lieu le dix-neuvième jour d'octobre dernier (1905), à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léonard, à onze heures du matin, aura lieu le VINGT-SEPTIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin, à la dite porte de l'église de la paroisse de Saint-Léonard.

CHAS. DUMOULIN,

Bureau du shérif, Trois-Rivières, 31 janvier 1906. Shérif. 537  
[Première publication, 3 février 1906].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Cour Supérieure—District des Trois Rivières  
Trois-Rivières, à avoir: } DAME JOSEPHINE  
No 564. } LASSALLE, Demanderesse; contre JOSEPH TREMBLAY, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

1° Un emplacement situé en la ville de Shawinigan Falls, contenant cinquante-cinq pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-quinze pieds; borné en front par une rue (deuxième rue) village Saint-Onge, en arrière par Séraphin Fournier, d'un côté par Elie Bélanger, et de l'autre côté par Philippe Journeau, étant le lot numéro soixante et neuf, au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-six (626-69), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Un certain terrain situé en la ville de Shawinigan Falls, sur la première rue, village Saint-Onge, connu et désigné comme étant le lot numéro quatorze cent soixante et dix-sept, au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-1477), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice.

3° Un emplacement situé en la ville de Shawinigan Falls, sur la première rue, village Saint-Onge, connu et désigné comme étant le lot numéro neuf, au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-sept (627-9), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville Shawinigan Falls, le QUATORZIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 10 janvier 1906. Shérif. 209.2  
[Première publication, 13 janvier 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.  
Trois-Rivières, à savoir: } THE MATHEW MOODY AND SONS,  
No 477. } Demanderesse; vs ONESIME BEAUMIER, Défendeur :

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants :

1° Un terrain situé en la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, dans le rang Saint-Louis, concession nord, contenant environ deux arpents en superficie; borné en front par le chemin public, en profondeur et au nord-est par Aimé Beaumier, et au nord-ouest par la route; le dit terrain connu et désigné

thirteenth range of the gore of Aston, containing two arpents in front by the depth, formed by the united width of the two lots aforesaid; bounded at one end by the north east branch of the river Nicolet, at the other end by lot number twenty six (26), on the north west side by Etienne Provancher, and on the south east side by Etienne and Hyacinthe Champagne, which land forms part of number one hundred and four (104), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Leonard—with buildings.

Notice is hereby given that the sale of the lot seized in this cause, and above described, which should have taken place on the nineteenth day of October last, (1905), will take place at the church door of the parish of Saint Léonard, at eleven of the clock in the forenoon, will be made on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon, at the said church door of the parish of Saint Léonard.

CHAS. DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 31st January, 1906. Sheriff. 538  
[First published, 3rd February, 1906]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Superior Court—District of Three Rivers.  
Three Rivers, to wit: } DAME JOSEPHINE  
No. 564. } LASSALLE, Plaintiff; against JOSEPH TREMBLAY, Defendant.

As belonging to the said defendant :

1. A lot situate in the town of Shawinigan Falls, containing fifty five feet in front by the depth of ninety five feet; bounded in front by a street (second street) village Saint Onge, in rear by Séraphin Fournier, on one side by Elie Bélanger, and on the other side by Philippe Journeau, being lot number sixty nine, on the subdivision plan of the cadastral number six hundred and twenty six (626-69), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice—with buildings, circumstances and dependencies.

2. A certain lot situate in the town of Shawinigan Falls, on the first street, village Saint Onge, known and described as being lot number fourteen hundred and seventy seven, on the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty eight (628-1477), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice.

3. A lot situate in the town of Shawinigan Falls, on the first street, village Saint Onge, known and described as being lot number nine, on the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty seven (627-9), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 10th January, 1906. Sheriff. 210  
[First published, 13th January, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

Superior Court.—District of Three Rivers.  
Three Rivers, to wit: } THE MATHEW MOODY AND SONS, COMPANY LIMITED, Plaintiff; vs ONESIME BEAUMIER, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables :

1. A lot of land situate in the parish of Notre Dame du Mont Carmel, in the Saint Louis range, north concession, containing about two arpents in superficies; bounded in front by the public highway, in depth and on the north east by Aimé Beaumier, and on the north west by the by-road; the

gné comme faisant partie du lot numéro cinq cent soixante et trois (563), au cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel—avec grange dessus érigée, circonstances et dépendances.

2° Une terre située en la même paroisse, dans le rang Saint-Louis, concession sud, connue et désignée au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, connue comme étant les lots numéros quatre cent soixante et dix et quatre cent soixante et onze (470-471)—avec une maison y érigée, circonstances et dépendances.

3° Une terre située dans la même paroisse, dans le rang Saint-Louis, concession sud, connue et désignée sous le numéro quatre cent soixante et huit (468), au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel.

4° Un lot de terre situé en la même paroisse, dans le rang Saint-Michel, concession sud, connu et désigné sous les numéros six cent quatre-vingt-huit et six cent quatre-vingt-neuf (688 et 689), au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le QUATORZIÈME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 11 janvier 1906. 241.2  
[Première publication, 13 janvier 1906.]

## Avis du Gouvernement

### AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité de la partie nord du canton Thetford, comté de Mégantic, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1675qq des statuts refondus de la province de Québec.

AUGUSTE TESSIER,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 1er février 1906. 547

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trente janvier 1906, incorporant MM. George Gauvreau, impressario, Jean Bourguignon, contrôleur, Emile Bélanger, gérant de théâtre, Fernand Dhavrol, directeur artistique, Mendoza Langlois, courtier, Joseph Alsace Daigneault, marchand, Henri Masson Duhamel, médecin, Joseph Alphonse Drouin, avocat et conseil du Roi, et Michel Helbronner, architecte, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : de jouer la comédie, le drame et la tragédie, et toutes opérations ou entreprises théâtrales, et ce à tout endroit dans la province de Québec, sous le nom de "Théâtre National Français," avec un fonds social de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en six cents (600) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour de février 1906.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

563

said lot being known and designated as forming part of lot number five hundred and sixty three (563), of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre Dame du Mont Carmel—with a barn thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the same parish, in the Saint Louis range, south concession, known and designated on the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Notre-Dame du Mont Carmel, as lots numbers four hundred and seventy and four hundred and seventy one (470) and (471)—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A farm situate in the same parish, in the Saint Louis range, south concession, known and designated under the number four hundred and sixty eight (468), of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre Dame du Mont Carmel.

4. A lot of land situate in the same parish, in the Saint Michel range, south concession, known and designated under the number six hundred and eighty eight and six hundred and eighty nine (688 and 689), on the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHAS. DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 11th January, 1906. 242  
[First published, 13th January, 1906.]

## Government Notices

### PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the north part of the township Thetford, county of Megantic, not having been in working order since upwards of two years, are declared to be dissolved, pursuant to article 1675qq of the revised statutes of the province of Quebec.

AUGUSTE TESSIER,

Minister of Agriculture.

Quebec, 1st February, 1906. 548

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1906, incorporating Messrs George Gauvreau, impressario, Jean Bourguignon, controller, Emile Belanger, theatrical manager, Ferdinand Dhavrol, artiste director, Mendoza Langlois, broker, Joseph Alsace Daigneault, merchant, Henri Masson Duhamel, physician, Joseph Alphonse Drouin, advocate and King's Counsel, and Michel Helbronner, architect, all of the city of Montreal, for the following purposes, namely to play comedy, drama and tragedy, and any theatrical business or contracts, and to do so anywhere in the province of Quebec, by the name of "Théâtre National Français", with a capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into six hundred (600) shares of fifty dollars (\$50) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this first day of February, 1906.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

564

## Avis Divers

A une assemblée spéciale des actionnaires de "The Lake Megantic Furniture Company, Limited," convoquée régulièrement, il a été proposé par un des actionnaires que le règlement No 1 soit amendé de manière à avoir le bureau des directeurs composé de sept membres au lieu de cinq. La motion a été approuvée unanimement.

Les actionnaires ont alors procédé à l'élection de deux directeurs.

E. LAPIERRE,  
Secrétaire-trésorier,

561 The Lake Megantic Furniture Co., Limited.

## Miscellaneous Notices

At a special meeting of the shareholders of The Lake Megantic Furniture Company, Limited, regularly called, it was moved by one of the shareholders that by law No. 1 be amended so as to have the board of directors composed of seven members instead of five. The motion carried unanimously.

The shareholders then proceeded to the election of two directors.

E. LAPIERRE,  
Secretary treasurer.

562 The Lake Megantic Furniture Co., Limited.

## Avis de Faillites

## District de Kamouraska.

Re J. C. Levesque, Fraserville, Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 25 janvier 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 31 janvier 1906. 535

## District de Beauce.

Re Philemon Maheux, Saint-Georges de Beauce, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 janvier 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 31 janvier 1906. 533

## District de Québec.

Antoine Garneau, de Pont Rouge, marchand, a, le 24 janvier 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 31 janvier 1906. 531

Province de Québec, { Cour Supérieure.  
District de Montréal. }  
Dans l'affaire de Frank A. Stephen, de la ville de  
Saint-Louis, épiciier, Failli ;

et  
David J. Stephen, des cité et district de Montréal,  
commis, Gardien provisoire.  
Aux créanciers du failli.

Avis est par le présent donné que, le 15e jour de janvier 1906, le dit failli a fait un abandon de ses biens au bureau du protonotaire du district de Montréal.

C. A. McDONNELL,  
Gardien provisoire agissant.

543

## Bankrupt Notices

## District of Kamouraska.

Re J. C. Levesque, Fraserville, Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 25th January, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 31st January, 1906. 536

## District of Beauce.

Re Philemon Maheux, Saint Georges of Beauce, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 26th January, 1906, I was appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 31st January, 1906. 534

## District of Quebec.

Antoine Garneau, of Pont Rouge, merchant, has, on the 24th January, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 31st January, 1906. 532

Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Montreal. }  
In the matter of Frank A. Stephen, of the town of  
Saint Louis, grocer, Insolvent ;

and  
David J. Stephen, of the city and district of Montreal, clerk, Provisional guardian.  
To the creditors of the insolvent.

Take notice that on the 15th day of January, 1906, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Montreal.

C. A. McDONNELL,  
Acting provisional guardian.

544

Province de Québec, }  
 District de Montréal. }  
*In re* Chas. Mignault,

*Cour Supérieure.*

Demandeur ;

vs.

Adolphe N. Bail, entrepreneur, des cité et district de Montréal, "G. Bail & Cie," Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 26e jour de janvier 1906, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens cédés par le dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours pour être colloquées sur le dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.  
 Montréal, 30 janvier 1906.

539

Province de Québec, }  
 District de Montréal. }  
*In re* C. A. Millette,

*Cour Supérieure.*

Demandeur ;

vs.

Evariste Godin, des cité et district de Montréal, entrepreneur, "Cie de Construction Générale", Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 29e jour de janvier 1906, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens cédés par le dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous trente jours pour être colloquées sur le dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

1598, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 30 janvier 1906.

541

Province de Québec, }  
 District de Montréal. }  
 David J. Stephen, des cité et district de Montréal, commis,

*Cour Supérieure.*

Demandeur ;

et

Frank A. Stephen, de la ville de Saint-Louis, épiciier, Failli.

Avis est par le présent donné que le 22e jour de janvier 1906, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi, sous trente jours de la date de cet avis.

C. A. McDONNELL,

Bureau de C. A. McDonnell,  
 180, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 22 janvier 1906.

545

Un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de Elz. Lafrance, de Québec, boulanger, insolvable, payable le ou après le 20 février 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

551

Curateurs conjoints.

Un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de Jos. Sauviat, de l'Islet, marchand, insolvable, payable le ou après le 21 février 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

553

Curateurs conjoints.

Un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de Ed. Fleury, de Québec, marchand, insolvable, payable le ou après le 23 février 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

555

Curateurs conjoints.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. }  
*In re* Chas. Mignault,

*Superior Court*

Plaintiff ;

vs.

Adolphe N. Bail, contractor, of the city and district of Montreal, "G. Bail & Cie.," Defendant.

Notice is hereby given that on the 26th day of January, 1906, I was, by order of this court, appointed curator to the assets of the said defendant, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.  
 Montreal, 30th January, 1906.

540

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. }  
*In re* C. A. Millette,

*Superior Court.*

Plaintiff ;

vs.

Evariste Godin, of the city and district of Montreal, contractor, "Cie de Construction Générale", Defendant.

Notice is hereby given that by order of this court, I was, on the 29th day of January, 1906, appointed curator to the assets of the said defendant, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days, to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.  
 Montreal, 30th January, 1906.

542

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. }  
 David J. Stephen, of the city and district of Montreal, clerk,

*Superior Court.*

Plaintiff ;

and

Frank A. Stephen, of the town of Saint Louis, grocer, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 22nd day of January, 1906, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me, within thirty days from this notice.

C. A. McDONNELL,

Office of C. A. McDonnell,  
 180, Saint James street.  
 Montreal, 22nd January, 1906.

546

A first and final dividend has been declared in the matter of Elzear Lafrance, of Quebec, baker, insolvent, payable on or after the 20th of February, 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

552

Joint curators.

A first and final dividend has been declared in the matter of Joseph Sauviat, of L'Islet, merchant, insolvent, payable on or after the 21st of February, 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

554

Joint curators.

A first and final dividend has been declared in the matter of Ed. Fleury, of Quebec, merchant, insolvent, payable on or after the 23rd of February, 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

556

Joint curators.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re "The British American Hat and Cap Mfg. Co."*  
 Faillie.

Avis est par le présent donné que la dite faillie a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Montréal.

ARTHUR W. WILKS,  
 Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,  
 205, rue Saint Jacques,  
 Montréal, 31 janvier 1906. 529

Dans l'affaire de Haycock & Dudgeon, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes de trente centus dans la piastre a été déclaré et sera sujet à objection jusqu'au 10ième jour de février 1906, a rès laquelle date les dividendes seront payés sur toutes réclamations convenablement prouvées, attestées et non objectées.

J. J. ROBSON,  
 Curateur.

11, rue Saint-Sacrement,  
 Montréal, 25 janvier 1906. 559

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
*In re Pierre Lavallée, Sainte-Victoire, P. Q.,*  
 Insolvable.

Avis est donné que le 27e jour de janvier 1906, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques,  
 Montréal, 3 février 1906. 557

### Resolution

Province de Québec, }  
 Municipalité du comté de Labelle. }  
 AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Robillard, M. D., secrétaire-trésorier de la municipalité susdite, que le conseil municipal du dit comté de Labelle, à une session générale tenue le treizième jour de décembre mil neuf cent cinq, a passé la résolution suivante, savoir :

" Que tout le territoire situé dans le dit comté de Labelle, formant présentement partie de la municipalité du canton de Portland; borné comme suit: au nord par le canton de Bowman, au sud et à l'ouest par le comté de Wright, et à l'est par la rivière du Lièvre, soit et est par la présente détaché de la dite municipalité du canton de Portland et érigé en municipalité sous le nom de "Municipalité de la partie ouest du canton de Portland," laquelle résolution a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant avis reçu au bureau du dit conseil, le seizième jour de janvier mil neuf cent six.

J. ROBILLARD, M. D.,  
 Sec. trés. C. M. C. Labelle.

Donné à Thurso, ce 17 janvier 1906. 485 2

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re The British American Hat and Cap Mfg. Co.,*  
 Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,  
 Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,  
 205, Saint James street,  
 Montreal, 31st January, 1906. 530

In the matter of Haycock & Dudgeon, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend of thirty cents on the dollar has been declared and is open to objection until the 10th day of February, 1906, after which date the dividends will be paid on all claims properly proved, vouched and not objected to.

J. J. ROBSON,  
 Curator.

11, Saint Sacrament street,  
 Montreal, 25th January, 1906. 560

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*  
*In re Pierre Lavallée, Sainte Victoire, P. Q.,*  
 Insolvent.

Notice is given that on the 27th day of January, 1906, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 3rd February, 1906. 558

### Resolution

Province of Quebec, }  
 Municipality of the county of Labelle. }  
 PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the undersigned, Joseph Robillard, M. D., secretary treasurer of the aforesaid municipality, that the municipal council of the said county of Labelle, at its general session held on the thirteenth day of December, nineteen hundred and five, has adopted the following resolution, to wit :

" That the whole of that territory situated in the said county of Labelle, forming presently a part of the municipality of the township of Portland; bounded as follows: northernly by the township of Bowman, southernly and westernly by the county of Wright, and easternly by the river du Lièvre, be and is hereby separated and detached from the said municipality of the township of Portland, and erected into municipality under the name of "Municipality of the west part of the township of Portland," which resolution was approved by the Lieutenant Governor in council, according to notice received at the office of this council, on the sixteenth day of January, nineteen hundred and six.

J. ROBILLARD, M. D.,  
 Sec. treas. M. C. Co. Labelle.

Given at Thurso, this 17th January, 1906. 488

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 5.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—** Dmes Beauchamp vs Rochon, 293 ; Bessette vs Choquette, 292 ; Cadieux vs Marier, 293 ; Faubert vs St. Jean, 293 ; Greenberg vs Bazaar, 294 ; Parent vs Sansregret, 293 ; Poirier vs Cantin, 293 ; Saultry vs Ferrel, 293.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—** Dmes Jalbert vs Maher, 293.

**ANNONCEURS :—Avis aux :—** Concernant avis, etc., 281.

**ASSEMBLÉE BIENNALE :—**Cie du Pont Richelieu, 292.

**ASSEMBLÉE SPÉCIALE :—**The Lake Megantic Furniture Coy, 309.

**AVIS :—**Ministre des chemins de fer et canaux vs The Quebec Southern Railway and South Shore Railway Coy, 294.

**BILLS PRIVÉS :—**Parlement fédéral :—Avis au sujet des :—283.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :—**Avis au sujet des :—Assemblée législative, 286 ; Conseil législatif, 284 ; Dates de la réception de bills privés, 282.

**CERCLE AGRICOLE :—**Dissolution de :—Municipalité de la partie nord du canton Thetford, 308.

**COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—**The Connell Anthracite Mining Coy, 282 ; Bagley & Wright Manufacturing Coy, 282.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—**Compagnie de chemin de fer Québec et Lac St-Jean, 289 ; Hamel, Ulric et autres, 288 ; Joseph Dion, 291 ; La cité de Montréal, 289 ; La compagnie du chemin de fer Québec Central, 291 ; La Commission des écoles catholiques de Montréal, 290 ; L'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, 289 ; Les filles Antoniennes de Notre-Dame de Bonsecours, 289 ; L'École de pharmacie de l'Université Laval, à Montréal, 288 ; L'Hôpital protestant pour les aliénés, 288 ; McGill College and University, 292 ; Quebec & James Bay Railway Coy, 288 ; Succession Félix Décarie, 290 ; The Lotbinière Lumber Company, 292 ; Ville d'Outremont, 291.

**FAILLIS :—**Austin, 295 ; Bail, 310 ; Beaudry, 295 ; Bélanger, 294 ; Choquette, 295 ; Fleury, 310 ; Garneau, 309 ; Godin, 310 ; Haycock & Dudgeon, 311 ; LaFrance, 310 ; Lavallée, 311 ; Levesque, 309 ; Maheux, 309 ; Sauviat, 310 ; Stephen, 309 ; Stephen, 310 ; The British American Hat & Cap Manufacturing Coy, 311.

**LETRES PATENTES :—**Théâtre National Français, 308.

**NOMINATIONS :—**Conseillers municipaux :—Municipalité de Saint-Onésime, comté de Kamouraska, 281 ; municipalité de Saint-Benjamin, comté de Dorchester, 281 ; Municipalité de Notre-Dame de Grâce Ouest, comté d'Hochelega, 282.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 5.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—**Dmes Beauchamp vs Rochon, 293 ; Bessette vs Choquette, 292 ; Cadieux vs Marier, 293 ; Faubert vs St. Jean, 293 ; Greenberg vs Bazaar, 294 ; Parent vs Sansregret, 293 ; Poirier vs Cantin, 293 ; Saultry vs Ferrel, 293.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—**Dmes Jalbert vs Maher, 293.

**ADVERTISERS :—**Notice to :—Respecting notices, etc., 281.

**BIENNIAL MEETING ;—**Richelieu Bridge Coy, 292.

**SPECIAL MEETING ;—**Lake Megantic Furniture Coy, 309.

**NOTICES :—**Minister of railways and canals vs The Quebec Southern Railway and South Shore Railway Coy, 294.

**PRIVATE BILLS :—**Federal Parliament, notices respecting the :—283.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices respecting the :—Legislative Assembly, 286 ; Legislative Council, 284 ; Dates for the reception of private bills, 282.

**FARMERS' CLUB :—**Dissolution of :—Municipality of the north part of the township Thetford, 308.

**COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—**The Connell Anthracite Mining Coy, 282 ; Bagley & Wright Manufacturing Coy, 282.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—**Quebec and Lake Saint John Railway Coy, 289 ; Hamel, Ulric and others, 288 ; Joseph Dion, 291 ; The city of Montreal, 289 ; The Quebec Central Railway Company, 291 ; The Board of Catholic Schools of Montreal, 290 ; L'Association Saint Jean Baptiste de Montreal, 289 ; The Antonian Daughters of Our Lady of Good Help, 289 ; L'École de pharmacie de l'Université Laval, à Montréal, 288 ; Protestant Hospital for the Insane, 288 ; McGill College University, 292 ; Quebec & James Bay Railway Coy, 288 ; Estate Felix Décarie, 290 ; The Lotbinière Lumber Company, 292 ; Town of Outremont, 291.

**INSOLVENTS :—**Austin, 295 ; Bail, 310 ; Beaudry, 295 ; Bélanger, 294 ; Choquette, 295 ; Fleury, 310 ; Garneau, 309 ; Godin, 310 ; Haycock & Dudgeon, 311 ; LaFrance, 310 ; Lavallée, 311 ; Levesque, 309 ; Maheux, 309 ; Sauviat, 310 ; Stephen, 309 ; Stephen, 310 ; The British American Hat & Cap Manufacturing Coy, 311.

**LETTERS PATENT :—**Théâtre National Français, 308.

**APPOINTMENTS :—**Municipal councillors :—Municipality of Saint-Onésime, county of Kamouraska, 281 ; Municipality of Saint Benjamin, county of Dorchester, 281 ; Municipality of Notre Dame de Grâce West, county of Hochelega, 282.

Cour des commissaires :—Comté de Bagot, 281.  
Juges de paix :—District de Québec, 281.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—En faveur de Henri Girard, 282.

RÈGLE DE COUR :—Comptois vs Dme Comptois et al, 295.

RÉSOLUTION :—Conseil municipal du comté Labelle, 311.

VENTE PAR ENCAN :—Effets non réclamés, 294.

#### VENTES PAR LES SHERIFS

BEAUCE :—Audet et al vs Martin, 296 ; Blais vs Bouffard, 296.

IBERVILLE :—Beaudry, Failli, 297.

JOLIETTE :—Ducharme vs Aubin, 298.

MONTREAL :—Canada Industrial Coy vs The Kensington Land Coy, 299 ; Grothé vs Robillard, 304 ; Lapointe vs Breton, 302 ; Tiffin (Dme) et vir vs Dme Hartnett et vir, 303 ; Trenholme vs Boyd, 303 ; Trenholme vs McPhail, 304.

RICHELIEU :—Larivière (Delle) vs Lavallée, 304.

RIMOUSKI :—Ancil vs Levesque, 305 ; Dionne vs Hudon, 305 ; Dionne vs Robichaud, 305.

SAINT-HYACINTHE :—Meunier vs Goddu, 306.

TROIS-RIVIÈRES :—Dme Lassalle vs Tremblay, 307 ; Rouleau vs Champagne, 306 ; The Mathew Moody and Sons vs Beaumier, 307.

Commissioners court :—County of Bagot, 281.  
Justices of the peace :—District of Quebec, 281.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—In favor of Henri Girard, 282.

RULE OF COURT :—Comptois vs Dme Comptois et al, 295.

RESOLUTION :—Municipal council of the county of Labelle, 311.

SALE BY AUCTION :—Articles unclaimed, 294.

#### SHERIFFS' SALES.

BEAUCE :—Audet et al vs Martin, 296 ; Blais vs Bouffard, 296.

IBERVILLE :—Beaudry, Insolvent, 297.

JOLIETTE :—Ducharme vs Aubin, 298.

MONTREAL :—Canada Industrial Coy vs The Kensington Land Coy, 299 ; Grothé vs Robillard, 304 ; Lapointe vs Breton, 302 ; Tiffin (Dme) et vir vs Dme Hartnett et vir, 303 ; Trenholme vs Boyd, 303 ; Trenholme vs McPhail, 304.

RICHELIEU :—Larivière (Delle) vs Lavallée, 304.

RIMOUSKI :—Ancil vs Levesque, 305 ; Dionne vs Hudon, 305 ; Dionne vs Robichaud, 305.

SAINT HYACINTH :—Meunier vs Goddu, 306.

THREE RIVERS :—Dme Lasalle vs Tremblay, 307 ; Rouleau vs Champagne, 306 ; The Mathew Moody and Sons vs Beaumier, 307.

